Variations
Revue internationale de théorie critique

Franck Dole

DE QUELQUES GROSSIÈRETÉS DÉRIVÉES DU *NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME*

Variations — La Quatrième Génération

Franck Dole

DE QUELQUES GROSSIÈRETÉS DÉRIVÉES DU *NOUVEL ESPRIT DU CAPITALISME*

Variations — La Quatrième Génération

© *Variations* — La Quatrième Génération, Paris, 2013

ISBN : 978-2-9545500-9-1

EAN : 9782954550091

Variations

45 rue Polonceau

F-75018 Paris

variations@revues.org

http://theoriecritique.free.fr/

http://variations.revues.org/

Au commencement, il y a la volonté.

La sociologie de la critique est un courant que Boltanski a amorcé dans le milieu des années 80 et qui décide d'aller à contre-courants des « théories qui mettent tout l'accent sur les rapports de force, sur les rapports d'intérêt et même sur la violence (puisqu'un concept comme celui de violence symbolique permet d'assimiler toute relation sociale à une forme de violence) »[1]. Plus justement, les concepts qu'elle développe projette bien plus de faire contre-poids à ces théories strictement holistes en cherchant à capter l'action des individus au-delà des seuls déterminismes. Elle se veut une sociologie de l'action en analysant ce dont les gens sont capables en tant que « compétences critiques ».

---

[1]Cécile Blondeau, Jean-Christophe Sevin. « Entretien avec Luc Boltanski, une sociologie toujours mise à l'épreuve », *ethnographiques.org*, numéro 5, avril 2004 [en ligne].
http://www.ethnographiques.org/2004/Blondeau,Sevin.html

Le *Nouvel esprit du capitalisme*[2], que Boltanski a rédigé en coopération avec Chiapello, et dont il va être question ici, est l'ouvrage qui insère ce courant dans une analyse macro-sociologique.

L'analyse sociologique, comme toute information, n'est pas un produit de consommation déterminée par une production — ou plutôt, ne devrait pas (plus) l'être. Elle est un pétrissage de ce qui est vu, interprété, déduit, comparé, laissé reposer puis malaxé de nouveau pour former une pâte cohérente garnie de concepts. Elle se déguste, se mâche, lentement — la mastication est la phase qui facilite la digestion. À l'heure de crises de toutes sortes, de la perpétuelle urgence, de la grande distribution du prémâché, le bétail doit manger mais il doit manger efficacement, c'est-à-dire le plus rapidement possible, de la même manière qu'il doit aimer rapidement. Tous les moments vécus de l'existence ne pouvant disparaître intégralement, ils doivent être détournés et, soit intégrés à l'économie de production, soit réduits à un éclair dans le temps de cette production. Le temps économique de production du capital suggère que soit faite l'économie du temps libre par la gestion disciplinaire de son occupation. Trois minutes au four à micro-ondes, c'est le *speed-dating* de la vie moderne, nous absorbons les selles copieusement enrubannées de ce monde, et nous pensons

[2]Luc Boltanski, Ève Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999

participer à un festin. L'impression de vivre suffit à justifier la réalité de l'absence de vie. Nous perdons toutes les notions et tout le goût de la cuisine, la passion de la composition individuelle.

C'est pourquoi j'ai voulu me permettre de « perdre mon temps » — selon l'expression chère aux productivistes qui se navrent du genre d'activité à laquelle je me suis consacré, la considérant, de la part d'un ignorant, soit comme une oisiveté honteuse, soit comme une désespérante irresponsabilité — en le vouant à l'exercice d'une compréhension et d'une lutte contre la naturalité des choses, les efforts du monde-tel-qu'il-va, les faux choix sur de vrais mensonges. Le *Nouvel esprit du capitalisme* m'a servi de recette de base, comme 600 pages de glaise non cuite que j'ai étudiée et remodelée pour mener ma première expérience ludique de socio-esthétique, où est attachée de l'importance autant au verbe qu'au fait, afin de concocter à ma sauce une analyse critique qui n'a pas la prétention d'être sociologique mais tout au moins de la société.

J'ai décliné méthodiquement cette traduction dînatoire de la manière suivante : la première partie reprend quasi-linéairement la recette de base. Elle est une mise en bouche qui permet au lecteur de prendre une non-exhaustive[3]

[3]Pour l'exhaustivité je conseille au lecteur de prendre le temps de lire l'ouvrage, je ne fais pas dans le prémâché mais dans le digéré. Il n'y a pas de plaisir dans la copie mais dans le maniement.

connaissance de l'ouvrage de référence, de prendre en main les ingrédients clés. Elle sera habillée de quelques aromates discrets qui, progressivement, prépareront le palais au changement de perspective de la seconde partie, qu'annoncera un bref entre-deux. Celle-ci, en effet, se propose comme une tentative d'attaque contre l'indulgence d'un optimisme essoufflé qui procure à la référence une certaine fadeur.[4] S'exerçant à trancher à vif les conventions culinaires, elle proposera de repenser le potentiel critique dans la cocotte-minute capitaliste par un patchwork de saveurs théoriques, un collage de matières en blocs sauvages ou finement émincées.

Un entremets viendra conclure la danse mais je m'excuse d'avance auprès du lecteur car il ne lui sera servi aucun dessert ; aucun type de programme de quelque sorte qui soit ne viendra calmer ses papilles que je lui espère salivantes, car ce ne peut être que par son propre appétit qu'il saura se combler.

---

[4]Les savants chefs cuisiniers sauront, s'ils ne m'ignorent tout simplement pas, m'en pardonner car l'un d'eux a très justement affirmé que « le scandale met au jour une contradiction entre deux légitimités différentes » (Boltanski, L., entretien avec., in *La sociologie. Histoire et idées*, Cabin, P. et Dortier, J-F. (coord.), Editions Sciences Humaines, Auxerre, 2000, p.309)

L'expression de mes idées n'a pour vocation ni à faire profession ni à quêter les étoiles mais, dans un murmure modeste — *qualité la plus belle qui doive exister dans un être imparfait*, à contribuer à reprendre aux Césars ce qui appartient à chacun. Oui nous sommes capables, et c'est l'eau à la bouche que nous expérimenterons nos capacités et que la réalité sera confrontée à nos prétentions.

PRÉLIMINAIRES

Avant d'entamer toute dissertation autour du sujet de l'ouvrage *Le nouvel esprit du capitalisme*, il importe de remettre préalablement en évidence une distinction essentielle, inhérente au capitalisme, sans laquelle l'existence d'un esprit n'aurait aucun intérêt. Cette distinction entre, d'une part, les objectifs que se fixe le capitalisme et d'autre part, les attentes que peuvent avoir d'un système de production ceux qui en sont les agents, réside dans une inversion du rapport aux choses, dans la substitution de leur « valeur d'usage » par leur « valeur d'échange » à la seule fin du capital toujours accumulé[5]. Cette accumulation ne consiste pas en un amoncellement de « formes concrètes de la richesse (immobiliers, biens d'équipements, marchandises, monnaie,

[5]Marx distingue dans le processus de circulation de la marchandise « l'argent en tant qu'argent » et « l'argent en tant que capital ». Dans le premier, l'argent est un intermédiaire, produit par la vente d'une marchandise possédée et dont la finalité est d'être « dépensé » en vue de l'acquisition d'une autre marchandise (distinction qualitative entre le point de départ et celui d'arrivée, la marchandise est considérée par et pour sa « valeur d'usage »). Dans le second, c'est la marchandise qui est l'intermédiaire. L'argent est « avancé » permettant l'acquisition d'une marchandise et la vente de cette dernière permet un retour de la somme avancée accompagné d'une plus-value (distinction quantitative entre le point de départ et le point d'arrivée, la marchandise est considérée par et pour sa « valeur d'échange »), K. Marx, *Le Capital*, Livre Premier, Section II « Transformation de l'argent en capital », Chapitre IV, 1867.

etc.) » (p.37). Éloigné de toute recherche hédoniste ou utilitaire, le capitalisme ne prend en compte l'usage des choses que par la valeur qui leur est accordée dans le circuit de l'échange.

L'accumulation du capital n'a d'autre fin qu'elle-même et ne peut se réduire aux seuls désirs de satisfaction concrète. Dans cette religiosité capitaliste, c'est « l'homme qui est rapporté au gain comme la finalité de sa vie, et non plus le gain à l'homme en tant que moyens de satisfaction de ses besoins matériels vitaux »[6]. Les auteurs se posent ainsi la même question à laquelle Max Weber voulait donner une réponse au début du XXe siècle : le capitalisme ne peut, de lui-même, impliquer autant d'individus dans une entreprise aussi mystique que celle d'une perpétuelle accumulation du capital ; dès lors quel(s) outil(s) a-t-il à sa disposition pour faire participer une telle masse à cette abstraite exigence ? Boltanski et Chiapello, empruntant le chemin qu'a tracé le sociologue allemand, en défendront une réponse en actualisant la formulation d'un « esprit du capitalisme ».

L'esprit du capitalisme doit être compris comme un ensemble de dispositifs complexes et fluctuants orientés dans le sens de l'accumulation du capital tout en proposant des principes de légitimation.

[6]Weber, Max, *L'éthique protestante ou l'esprit du capitalisme,* Éditions Gallimard, 2003, p. 27

Tout d'abord, l'esprit du capitalisme doit apaiser les inquiétudes qui peuvent être causées par un engagement dans un processus qui, aux premiers abords, ne semble investi que pour lui-même, et doit donc rassurer les individus quant à leur engagement (car celui-ci implique autant une réussite qu'un échec) : il lui faut fournir des justifications en termes de stimulation (en quoi s'engager dans le processus capitaliste peut être source d'enthousiasme ?) ; en termes de sécurité (quelles garanties pour soi et ses enfants ?) ; et en termes de bien commun. Ce dernier point est délicat pour la population des cadres et ingénieurs, qui sont à la fois salariés et porte-parole du capitalisme. C'est en partie pour cela qu'ils sont les premiers en qui l'esprit du capitalisme doit intimement se fondre et que ce sont ces justifications qui leur sont données que les auteurs vont choisir d'explorer. En effet, ils sont dans une position où ils peuvent à la fois être attaqués par la critique, en tant que faisant partie de la coordination du processus de production, mais également « lui prêter une oreille attentive ». Le rôle de l'esprit du capitalisme va être ici de leur donner les arguments nécessaires à la justification de leur participation et de leur position, notamment par exemple, à rendre compte du processus de sélection qui les distingue de leurs subordonnés ou par lequel ils les désignent. C'est pour cette raison, qu'à l'instar de Weber qui prit comme source pour illustrer l'esprit du capitalisme les ouvrages de Benjamin Franklin[7], Boltanski et Chiapello

[7]« L'argent peut engendrer de l'argent, et ses rejetons peuvent en engendrer encore plus et ainsi de suite » ; « Tiens une comptabilité exacte de tes dépenses et de tes recettes. [...] cela aura l'effet bénéfique suivant : tu découvriras à quel point de minuscules dépenses peuvent devenir de grosses sommes, et tu remarqueras ce qui aurait pu être épargné et ce qui peut être épargné à l'avenir », B. Franklin, *Advice to a young Tradesman* (1748) in M.

décident quant à eux d'éplucher un corpus de textes de management des années 60 ainsi qu'un autre des années 90 dans l'idée que, par une comparaison des notions et des principes fondamentaux recouvrant ces deux corpus, puisse émerger un croquis de ce que peut constituer actuellement le nouvel esprit du capitalisme.

Les auteurs reprennent les concepts — déjà formulés dans un ouvrage antérieur que Boltanski réalisa avec Thévenot, *De la justification* (1991) — de « cité » et d'« épreuve », afin de tracer les lignes de force de ce nouvel esprit, de comprendre le processus historique engendré et les différents dispositifs empruntés par le capitalisme dans sa transformation. De plus, si un certain nombre de ces dispositifs s'inscrit dans sa « nature » même, c'est-à-dire, est interne à son fonctionnement[8], les différents changements de formes du capitalisme ne peuvent être analysés ni compris sans les confronter aux différentes critiques qui lui ont été faites. La *critique* contraint le capitalisme à se transformer, volontairement ou non[9], en agissant sur les *épreuves* ou plus globalement sur la *cité*.

Weber, 2003, *op. cit.*, pp.22-23

[8]La quête de nouvelles formes de création de profits conduit le capitalisme à se modifier de lui-même par la dynamique majeure qu'est la concurrence qui pousse l'entrepreneur à innover en termes d'organisation ou de production afin de « bénéficier d'une rente temporaire » s'il parvient à acquérir un avantage sur ses concurrents.

[9]La transformation du capitalisme n'est, bien évidemment, pas une issue voulue par une critique de type radicale qui privilégiera sa destitution complète, mais nous le verrons plus loin, la capacité de récupération de ce système lui permet de faire face à la critique et de détourner sa condamnation.

ÉCHELLES DE GRANDEUR ET JUSTIFICATIONS

> Les agencements sociétaux, dans la mesure où ils sont soumis à un impératif de justification, tendent à incorporer la référence à un type de conventions très générales orientées vers un bien commun et prétendent à une validité universelle, modelées sous le concept de *cité* (p. 61)

Le concept de « cité » est une formulation idyllique, correspondant à un découpage théorique en différents « idéaux-types »[10] de la vie sociale instituée — en différents « mondes sociaux », en tant que catégories objectives —, intégrée à la relation au pouvoir. Ce dernier ne se constitue ni ne se maintient pas seulement par la force. Notamment le capitalisme, dont l'institutionnalisation a été appuyée par l'emprunt aux philosophes des Lumières de la revendication,

[10]L'« idéal-type » est un outil théorique méthodologique insufflé par Max Weber qui propose d'un phénomène une représentation simplifiée et n'en garde que les traits saillants pour en favoriser la compréhension. Rappelons-le, s'il y a séparation théorique cela ne signifie en rien que celle-ci soit aussi tranchée dans la pratique, voire, ces différents caractères sont souvent combinés et en cohabitation.

contre l'ancien ordre ou les « sociétés traditionnelles », de la libération par rapport au statut — c'est-à-dire, en faveur, pour l'individu, du choix de l'état social (métier lieu et mode de vie...) ainsi que des biens et des services possédés et consommés — exigences auxquelles le capitalisme entendait répondre. Ainsi, parce qu'il s'appuie sur le concept de libération pour s'auto-justifier, le capitalisme ne peut employer explicitement la force pour contraindre les individus de travailler pour lui. C'est en cela qu'il a besoin d'un esprit pour « engager les personnes [...] nécessaires à la production et à la marche des affaires ». Ne pouvant assurer son maintien par la seule obéissance — soumission des individus sous l'effet de la contrainte, il doit entretenir des moyens d'obédience — adhésion des individus au système proposé.

Quand vous aurez ainsi formé la chaîne des idées dans la tête de vos citoyens, vous pourrez alors vous vanter de les conduire et d'être leurs maîtres. Un despote imbécile peut contraindre des esclaves avec des chaînes de fers ; mais un vrai politique les lie bien plus fortement par la chaîne de leurs propres idées ; c'est au plan fixe de la raison qu'il en attache le premier bout ; lien d'autant plus fort que nous en ignorons la texture et que nous le croyons notre ouvrage ; le désespoir et le temps rongent les liens de fer et d'acier, mais il ne peut rien contre l'union habituelle des idées, il ne fait que la resserrer davantage ; et sur les molles fibres du cerveau est fondée la base inébranlable des plus fermes Empires.

Servan J.M., *Discours sur l'administration de la justice criminelle*, 1767

Il doit donner aux individus de puissantes raisons morales d'accepter de se rallier à lui, il doit apparaître comme légitime, et donc par-là répondre à des exigences de justice et de bien commun. Or, basé et régi seulement par un principe insatiable d'accumulation, le capitalisme ne possède aucun fondement moral propre sur lequel s'appuyer pour donner aux individus des justifications sans lesquelles ils ne sauraient s'impliquer dans le processus — et ce, pour les auteurs, d'autant plus que les individus sont eux « satiables ». Pour les impliquer dans le processus productif, le capitalisme va donc « emprunter à des ordres de justification extérieurs les principes de légitimation qui lui font défaut » et, d'obstacles, les transformer en moyens.

Le concept de « cité » représente ces ordres de justifications par l'utilisation desquels le capitalisme va tenter d'élaborer ce compromis, cet accord.

La *cité* est la transposition sur un « monde social », d'un modèle de justice fondé sur un système de valeurs[11] — comprises comme « l'expression de principes généraux, d'orientations fondamentales et d'abord de préférences et de croyances collectives »[12] — qui va identifier et qualifier sur une échelle de grandeur les comportements des individus et des choses mis empiriquement en épreuve. L'*épreuve*, dite « de grandeur » ou « légitime », est conformée à un modèle de justice spécifique à une *cité* donnée, modèle qui à son tour spécifie les « forces » autorisées à être engagées dans l'*épreuve*

[11]La *cité* n'est pas une description empirique des états du monde.
[12]*Dictionnaire de la sociologie*, Références Larousse, 1993

et en fonction duquel seront mis en place des dispositifs de contrôle.[13] Le « grand » d'une *cité* est ainsi celui qui passe avec succès l'*épreuve* correspondante à cette même *cité*, en supposant qu'il en a respecté les règles[14]. Le *grand* incarne les valeurs de la *cité*.

La *cité* ordonne les actes, les choses et les personnes par un « principe supérieur commun » qui « représente la convention qui constitue l'équivalence entre les êtres » engagés dans l'*épreuve*, c'est-à-dire l'élément commun, la référence commune, par lequel va être mesurée et jugée leur grandeur ou leur non-grandeur. C'est par ce principe d'équivalence que peut s'établir une « hiérarchie des états » (*petit* et *grand*) qui doit ensuite être « transmutée en un ordre justifiable » par la mise en place d'une palette d'opérations comprises dans l'*épreuve* comme autant de stades d'évolution que le *grand* a franchi pour atteindre son état, et à l'inverse, que le *petit* a, par conséquent, manqué. Par exemple, on mérite l'accès à la grandeur parce qu'on a su faire des « sacrifices spécifiques qui ont en outre été utiles à l'ensemble de la société ». Les auteurs appellent cette condition

[13]On parle d'épreuve « instituée » lorsque « le niveau de conventionnalisation est élevé », en quelque sorte, quand une majorité d'individus la considère comme légitime et, par là, que la réglementation et la spécification de ses différents paramètres sont par conséquent plus soutenus.

[14]Lorsque Weber analyse le discours de Benjamin Franklin il remarque que cette « philosophie de l'avarice » que ce dernier développe — où chaque individu est tenu « de s'intéresser à l'augmentation de son capital, un intérêt présupposé être une fin en soi » — ne prêche pas « simplement une technique de vie, mais une « éthique » spécifique, dont la transgression est traitée non seulement comme une folie, mais comme une sorte de manquement à un devoir », Weber, 2003, *op. cit.*, p.24

sacrificielle de la justification à l'état de grandeur, la « formule d'investissement ». La hiérarchie des états devenue un ordre répondant à des principes de justice doit être universalisée, définie dans la nature, comme « figure harmonieuse de l'ordre naturel », comme un « allant de soi ». La naturalisation de l'échelle de valeurs en vocation universelle de justification est ainsi le principe légitimant d'un ordre légitimé en vue d'une reproduction légitime. Il en a toujours été ainsi de la vie des hommes, il ne peut en être autrement.[15]

Le capitalisme, vide de justifications, c'est-à-dire incapable de donner de lui-même, aux individus dont il nécessite la participation, un sens à l'accumulation, doit mobiliser un « déjà-là », des ressources en valeurs régissant déjà autour de lui, ou prêtent à régir, la vie sociale et donc dont la légitimité est déjà assurée. Il les ingurgite, et par un processus d'endogénéisation, se les accapare et leur donne un tour nouveau qui puisse satisfaire les exigences de l'accumulation. Par exemple, dans *L'éthique protestante*, Weber cherche à démontrer comment la notion de « profession-vocation » — dans laquelle s'exprime « le dogme central » du protestantisme luthérien qui « reconnaît comme seul moyen de mener une vie agréable à Dieu [...] exclusivement d'accomplir les devoirs intramondains, tels qu'ils découlent de la position de chaque individu dans la vie ; position qui, de ce fait même, devient sa « profession-vocation » [sa profession

[15]Pour une analyse plus poussée des *cités*, se rapporter bien évidemment à l'ouvrage dans lequel le concept est élaboré et systématisé : L. Boltanski et L. Thévenot, *De la Justification*, 1991.

par devoir] »[16] — a constitué, malgré elle, un terreau favorable, comme « culture préparatoire », à l'émergence d'un esprit du capitalisme tel qu'il l'illustre par les discours de B. Franklin.

[16]Weber M., 2003, *op. cit.*, pp.71-72. « Il [l'entrepreneur capitaliste] « ne tire rien » de sa richesse pour sa personne, hormis ce sentiment irrationnel de bien « accomplir sa mission » », Weber M., 2003, *op. cit.,* p.53

ESPRITS DU CAPITALISME

Le capitalisme, émergé comme entité économique indépendante, doit, en quelque sorte, tenter de répondre à une demande à laquelle il va proposer une offre adaptée au processus d'accumulation[17]. La revendication en terme de libération face à un ordre de tradition féodal — où la naissance détermine le statut, où l'individu et les générations qui le suivent sont rattachés, en ce qu'ils en font partie intégrante, à la propriété d'un souverain — s'est muée dans l'esprit du capitalisme en l'idée qu'une libre commercialisation des choses fait des êtres humains libres[18], mais qui en pratique se traduit par « un déracinement[19] qui, en détachant les personnes de leurs univers concrets d'existence et des normes mais aussi des protections qui leur

[17]Le capitalisme est sans cesse soumis à épreuves, les auteurs tiennent à préciser qu'il ne peut être considéré comme une idéologie dominante qu'« à condition de renoncer à n'y voir qu'un subterfuge des dominants pour s'assurer le consentement des dominés, et de reconnaître qu'une majorité des parties prenantes, les forts comme les faibles, prennent appui sur les mêmes schèmes pour se figurer le fonctionnement, les avantages et les servitudes de l'ordre dans lequel ils se trouvent plongés » (p. 46).

[18]Dans son *Esprit des lois*, Montesquieu affirme que « le commerce guérit des préjugés destructeurs : et c'est presque une règle générale que partout où il y a des mœurs douces, il y a du commerce ; et que partout où il y a du commerce, il y a des mœurs douces ».

étaient liées, les livre sans possibilités de résistance à la discipline d'usine et au pouvoir du marché du travail » (p.512). Ce déracinement de l'individu pour sa mise au travail dans un système productif nouvellement instauré est, par le biais de la *cité*, justifié comme une *épreuve* légitime et incontournable, comme une condition *sine qua non* à la réalisation du bien commun.

Dans ce premier esprit (XIXe siècle), le capitalisme va ainsi être justifié notamment par la croyance en le progrès, le futur, la science, la technique et les bienfaits de l'entreprise. Il va être rattaché au *grand* de la « cité marchande » — à la figure du « bourgeois conquérant », à la famille bourgeoise, patrons connus ou reconnus physiquement par les employés — qui a réussi à s'enrichir en proposant sur un marché concurrentiel des marchandises désirées et rares et ayant rempli avec succès l'*épreuve* marchande (en respectant les règles du commerce). Ce premier esprit mêlait également des justifications du type de la « cité domestique », l'entreprise étant souvent rattachée à une famille, qui notamment lui donnait son nom, et qui se retrouve

[19]Même si ce déracinement est cette « propriété négative » par lequel le jeune Marx définit le prolétariat, dans laquelle il fonde « l'espoir placé dans [celui-ci] comme force de libération » (cf K. Marx, *Critique du droit politique hégélien*, 1843) — en ce sens où « l'expulsion des travailleurs de leur foyer », de cet enracinement au sol que caractérisait le servage, « fut justement la toute première condition de leur émancipation morale » (F. Engels, *La question du logement*, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 33), le capitalisme n'en a eu pas moins besoin de justifier cette transformation des conditions d'exploitation des individus, c'est-à-dire de l'adapter au principe de l'accumulation, car, outre que ce déracinement, en tant qu'expropriation, ne fut accepté par tous, mais également, il fut, d'une certaine manière, ce qui en constitua la première faille.

également dans les méthodes patriarcales des dirigeants où le patron est en quelque sorte le chef d'une grande famille.

Gil Formosa, Éric Corbeyran, *Double Gauche*, Editions Dargaud © Corbeyran-Formosa/Dargaud 2012

Le second esprit, entre les années 30 et la fin des années 60, mise sur la sécurité attendue par les individus qu'elle engage dans une foi placée « dans la rationalité et dans la planification à long terme », « le gigantisme même des organisations qui constituent des milieux protecteurs offrant non seulement les perspectives d'une carrière mais aussi une prise en charge de la vie quotidienne sur le modèle de l'armée ». La sécurité, assurée via la méritocratie et le carriérisme, est implicitement incluse dans le contrat de travail, elle est « un des arguments centraux de la défense du capitalisme. » Dans cette « cité industrielle », le « principe supérieur commun » est l'efficacité et détermine « une échelle de capacités professionnelles ». Le droit à l'autorité, à une place hiérarchiquement supérieure, est

justifiée par le mérite validé (diplôme par exemple) et conserve également des justifications d'ordre domestique telles que l'ancienneté. Le grand est associé à la « figure héroïque du directeur »[20].

Le nouvel esprit du capitalisme en construction depuis le milieu des années 70 emprunte ses codifications à un « monde connexionniste », sur le schéma du réseau, et constitue une « cité par projets » où « la vie est conçue comme une *succession* de projets ». « L'activité » — qui ici ne comprend pas seulement l'activité professionnelle (comme c'était le cas avec la *cité* industrielle), mais englobe toute forme occupationnelle du temps — en est le principe d'équivalence sur lequel se mesure la grandeur des personnes et des choses, où le *grand* est celui qui parvient à se constituer un « porte-feuille d'activités » lui permettant de de s'insérer dans des *projets* existants ou d'en générer d'autres[21]. L'accumulation d'activités le rend « flexible », car

[20] Forrest Mars, qui a dirigé l'entreprise du même nom de 1932 à 1972, avait coutume de dire : « Je ne suis pas un confiseur, je suis un bâtisseur d'empire »

[21] Les auteurs en exemplifient l'idée par les catégories de travail qu'émet Charles Handy, théoricien du management à la carrière hétéroclite (cadre marketing chez Shell International Petroleum Compagny entre 1956 et 1965, économiste, professeur à la London Business School, ou encore président de la Royal Society of Arts de Londres), dans son ouvrage *L'Âge de la Déraison* (1989), repris par plusieurs auteurs de management. Il en dénombre au moins cinq : le travail salarié (rémunéré en fonction du temps qu'on y consacre) ; le travail libéral (rémunéré selon les résultats obtenus) ; le travail domestique (effectué en vue de la gestion et de l'entretien d'un foyer) ; le travail bénévole (accompli pour des associations de bienfaisance, une collectivité, des amis, la famille ou encore des voisins) ; le travail éducatif (permettant d'apprendre, de se former, de lire et de se cultiver). Toute activité est ainsi susceptible d'influencer la création d'un projet ou l'insertion dans un réseau.

« polyvalent », lui ouvre la voie à une connexion avec d'autres et donc à l'extension de son réseau. Dans cette *cité*, « l'épreuve modèle », qui traduit par le fait la grandeur d'un individu ou d'une chose, justifie la valeur d'une personne par sa capacité à passer d'un *projet* à un autre ; et « être appelé à participer » à un projet constitue « l'expression du jugement » d'une évaluation positive.

Ce nouvel esprit est marqué par la figure du *leader*, du *coach*, celui qui sait faire en sorte que son « charisme » (la mise en valeur de sa « présence » et de ses « compétences », n'ayant pas de pouvoir formel sur les différentes personnes qu'il est amené à faire travailler dans ses projets) et sa « vision » (« il sait repérer les bonnes *sources d'informations* et faire le tri entre les connexions riches de potentialités nouvelles et celles qui ramènent vers la routine des liens déjà frayés ») produisent de l'enthousiasme et le désir de le suivre. Le *leader* sait non seulement « s'engager mais [est] aussi celui qui est *capable d'engager les autres* », dans diverses situations, et ce, non en tant que donneur d'ordre, qu'autorité formelle tirant sa légitimité d'une hiérarchie explicite, mais bien plutôt en tant qu'« enrôleur », « donneur de souffle »[22], capable d'animer et de motiver une équipe de laquelle et en laquelle il a confiance. C'est en ce sens que le « cadre », catégorie socioprofessionnelle de direction encore valorisée dans les ouvrages de management des années 60, est devenu un « manager »[23].

[22]Notions que les auteurs ont tirées du corpus de textes de management des années 90.

La valeur du « mailleur » — nom que donnent les auteurs au grand de la *cité par projets* — tient avant tout au fait que celui-ci est capable d'une « employabilité » maximale. Elle est « le capital personnel que chacun doit gérer et qui est constitué de la somme de ses compétences mobilisables ». Son expérience accumulée doit donner au *mailleur* la possibilité d'intervenir sur une multitude et une diversité de secteurs d'activité, d'accumuler son capital social — une aisance relationnelle lui permettant de faire proliférer des liens[24], et de faire preuve d'autonomie — plus exactement, le grand de la *cité par projet* est un « indépendant » dont on dépend. Le *mailleur* est employable car il « renonce à n'avoir qu'un projet qui dure toute la vie (une vocation, un métier, un mariage, etc...) », il se rend disponible et renonce à tous ce qui peut le contraindre à la stabilité et freiner sa *mobilité* (« formule d'investissement »)[25]. Le *mailleur* se distingue de ce que les auteurs appellent le « faiseur ». Ce dernier, bien qu'étant capable de répondre avec succès aux *épreuves* de la *cité par projets*, ne peut être identifié par elle comme un

[23]Le mot anglais *manager,* inspiré par le mot italien *maneggiare* (manier, avoir en main, contrôler) — du latin *manus* (la main), est sans doute influencé par le mot français *manège*. Le mot *manager* a été emprunté au français, au XIXe siècle, pour désigner une personne chargée de conseiller un champion sportif et de gérer ses intérêts matériels et financiers.

[24]Cela suppose un sacrifice de la part du mailleur qui est « celui de la personnalité au sens de manière d'être qui se manifesterait dans des attitudes et des conduites similaires qu'elles que soient les circonstances ». Cette flexibilité relationnelle suppose du mailleur une capacité à "jouer de casquettes" pour, paradoxalement, installer un climat de confiance et de détente lors de ses connexions.

[25]Par exemple, le mailleur préférera la location plutôt que l'accès à la propriété, cette dernière pouvant le bloquer géographiquement et donc nuire à sa participation à un projet éventuel.

grand. Alors que le *mailleu*r accède à l'état supérieur de la cité en ce qu'il fonde ses actions, et les accomplis, dans l'intérêt du bien commun, le *faiseur* n'agit que dans son intérêt personnel, empruntant stratégiquement les qualités requises par la *cité* afin d'assurer une réussite qui ne profite qu'à lui. Le *faiseur* est un opportuniste qui a plus intérêt à fermer le *réseau* qu'à l'étendre afin, par une accumulation de secrets (de non-transmission d'informations), d'être un intermédiaire privilégié, un « *passage obligé* », entre un point et un autre.

L'idée essentielle qui fait un *monde connexionniste* est l'étendue du *réseau* entre différents individus ou groupes, c'est-à-dire leur mise en relation leur permettant de réaliser des *projets* ou d'en initier de nouveaux. Le *grand* — de la *cité* qui formule ce monde en termes de justice : *la cité par projets* — est celui qui a une propension à accroître son capital social, c'est-à-dire, à multiplier l'établissement de ses relations dans un *réseau*, à franchir « les trous structuraux », à créer des passerelles entre des points ou des nœuds qui ne sont pas encore reliés entre eux et avec lesquels il est déjà en contact.

Il semble que l'on peut se permettre un rapprochement — bien que risqué, car il ne s'agit pas de tomber dans la confusion — entre l'esprit du capitalisme et une terminologie marxienne. En effet, l'esprit du capitalisme serait alors à considérer comme un ensemble de dispositifs de détermination des « formes de conscience sociale » — dont la *cité*, en tant que modèle de justice, représenterait l'orientation — apparenté, ou plus précisément greffé à la

« superstructure juridique et politique » en vue d'une légitimation des rapports de production. Les *épreuves*, pouvant être assimilées à des critères de sélection des individus dans le système productif, ne peuvent être considérées avant tout que comme des modalités relatives à une période historique du capitalisme et non se confondre avec l'« infrastructure » elle-même qui est, elle, la constitution sociale de rapports de production et des conditions matérielles et techniques que ceux-ci exploitent — et dont le capitalisme n'est, historiquement, qu'une modalité. L'esprit du capitalisme est ce procédé par lequel le capitalisme cherche à engager les individus dont il a besoin dans le processus d'accumulation, donc à justifier l'organisation des rapports de production qui lui est propre. Il est cette *illusion comique* qui permet à ces rapports de production génériques de perdurer en facilitant leur adaptation lorsque « les forces productives matérielles [à comprendre non seulement les capacités matérielles et techniques utilisées dans la production mais également la force de travail, à considérer bien sûr, que l'on puisse la concevoir en matériel de production] de la société entrent en contradiction avec [eux], ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors »[26]. C'est en cela que, parallèlement aux transformations qui sont endogènes à ce système, la critique du capitalisme est étroitement liée à la construction historique du capitalisme.

[26]K. Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, 1859. Version en ligne *in* http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/contribution_critique_eco_pol/critique_eco_pol.pdf, p. 18

CRITIQUE ET ÉPREUVES

En voulant comprendre les orientations du nouvel esprit du capitalisme, Boltanski et Chiapello ont mis en évidence l'impact non négligeable de la critique devenue virulente, pour la période qui nous concerne, dès les années 50. De là, ils vont décrire les luttes de justifications qui opposent la critique au capitalisme ainsi que les mécanismes par lesquels le capitalisme est parvenu à la déjouer et à la rendre impuissante, expliquant ainsi son état d'affaiblissement actuel, l'impression de vide critique et de superpuissance capitaliste — n'arrive-t-il pas que l'on parle d'*ultra*-libéralisme ?

La sociologie de Boltanski, ne mise pas l'essentiel de l'appréhension des rapports sociaux sur la seule méthode du déterminisme. Pour lui, les individus ne sont pas seulement à considérer comme étant agis par des mécanismes de domination sociale mais ils agissent également en répondant à ceux-ci par la critique et son corollaire, la lutte, en défendant sur la scène sociale des principes de justice qu'ils veulent voir valider contre ceux qu'ils estiment par conséquent injustes.

La critique naît d'une désappréciation d'un ou plusieurs principes régissant la vie sociale et se présente à son stade primaire en l'état émotionnel de « l'indignation ». Le passage de l'indignation à la « critique » nécessite un processus réflexif et argumentatif qui doit permettre, en quelque sorte, d'unifier les différents cas isolés pour lesquels on s'indigne dans une « montée en généralité », c'est-à-dire, autour d'un « principe supérieur commun » auquel une globalité structurelle ne répond pas. Ce passage nécessite la manipulation de concepts permettant de s'attaquer aux sources de l'indignation en la replaçant dans un contexte socio-historique et en l'armant de valeurs susceptibles d'être universalisées (les auteurs parlent de soutien d'une « lutte idéologique » mais je préfère éviter cette précision contestable. L'on comprendra la raison de cette réserve[27]). Plus précisément le travail de la critique consiste en une traduction, dans un discours théorique, qui donne une portée générale et généralisable à l'indignation et à ses facteurs, et suppose donc une capacité de lecture des différents mécanismes sociaux à leurs sources. En clair, elle doit être en mesure de « dire » le monde qui la

[27]Si l'on suit la manière dont ils traitent la question, il semblerait que les auteurs ne conçoivent la critique, comprise comme discours facteur d'unification de la masse des travailleurs, et désormais des non-travailleurs, que dans une perspective idéologique. L'idéologisation de la critique semble se présenter comme une nécessité incontournable pour dépasser ce que Castel appelle le « continuum de positions », c'est-à-dire la référence parcellisée par laquelle « les situations d'individus ou de groupes échelonnés » sont comparées (Castel, R., *La montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu,* Éditions du Seuil, Paris, mars 2009).
C'est à ce moment-là qu'il faudrait, me semble-t-il, mesurer la marge de manœuvre du point de vue de ce mécanisme, s'il en est une, entre la formation d'une critique sociale et celle d'une idéologie, c'est-à-dire se poser la question de savoir s'il peut exister une critique non-idéologique.

voit émerger, de désigner les différentes *épreuves* qui ne sont pas respectées comme celles qui ne sont pas respectables, en identifiant leurs principes sous-jacents, afin qu'ils se justifient (que les *épreuves* répondent aux critères de justice revendiqués) ou qu'ils disparaissent : la critique est l'indignation élevée au rang de langage.

Dans une *cité* donnée, il existe deux manières de critiquer les *épreuves*. La première, interne à la *cité*, considère le fondement des *épreuves* comme valables mais que certains points nécessitent d'être réajustés. Elle met en évidence un déséquilibre des forces engendré par les conditions des *épreuves* et tend à le corriger. Elle contraint les portes-paroles du système d'*épreuves* à le justifier en termes de bien commun et donc à mettre en place des dispositifs réglementés garantissant « une amélioration effective en termes de justice » (p. 81). La seconde est de « type radical ». Celle-ci ne remet pas seulement en question les *épreuves* d'une cité mais serait plutôt favorable à la liquidation de ses fondements.

Typologisation oblige, dans le cas précis du capitalisme, les auteurs distinguent deux formes de critiques dont les revendications reposent sur quatre ordres dans lesquels peuvent se résumer les sources d'indignations « inhérentes » à ce système. La première, appelée « critique sociale », serait surtout issue du monde du travail, tendant à dénoncer la misère et les inégalités engendrées par le capitalisme ainsi que les comportements, notamment de ses élites, opportunistes et égoïstes qui en découlent. La seconde, nommée « critique

artiste », du fait qu'elle serait principalement portée par les milieux intellectuels, dénonçant quant à elle le caractère désenchanteur et inauthentique (des objets, des individus ou des genres de vie) du capitalisme ainsi que son caractère oppressif.

Si, lors du procès d'un système d'*épreuves*, les différentes parties ne parviennent pas à trouver un accord pour le corriger — c'est-à-dire, si celui-ci ne se réglemente pas dans le cadre d'un « renforcement des justifications » et la mise en place de dispositifs associés à ce qui, pour la critique, constitue des conditions plus justes de sélection et de qualification — ou bien si le compromis semble en apparence impossible — du fait d'une accusation si radicale qu'elle préfère s'acter directement par le lynchage de la partie mise au ban, les inculpés vont trouver d'autres voies pour conserver leur(s) principe(s) souverain(s) (dans le cas du capitalisme il s'agit du principe de l'accumulation et de l'exigence de profit), qui faute de pouvoir apaiser leurs détracteurs vont bien plutôt permettre de les désarmer temporairement, en opérant une série de « déplacements ». Ces déplacements participent à une déréglementation des épreuves et rend le monde social plus difficilement déchiffrable pour la critique dont la lecture est encore agrippée aux critères antérieurs. Par la stratégie des déplacements le capitalisme prend un temps d'avance sur la critique.

Ainsi une cité donnée passe-t-elle de « l'épreuve de grandeur » à « l'épreuve de force » qui se caractérise par une absence de spécification des critères de participation à l'*épreuve* (ce qui est légal et ce qui ne l'est pas, ce qui est considéré comme valable et ce qui est considéré comme manquement à la règle) et de contrôle (car il n'y a aucune réglementation s'il y a absence de spécification). Dans le monde du travail, on peut constater une déstabilisation des *épreuves*, au niveau par exemple du recrutement, où des candidats sont incertains quant aux critères de sélection, tels les diplômes ou les formations à avoir pour prétendre à l'embauche sur un poste donné. C'est leur « valeur » sur le marché du travail qui a été dans ce cas reformulée mais non spécifiée explicitement par des règles précises. Or, « un univers dont les règles ne sont plus sûres pour personne est un univers qui permet à des forts dotés de forces diverses et non spécifiées de tirer parti des faibles dont on a également du mal à définir les faiblesses » (p. 409). Car, tentons de ne pas s'y méprendre, si les *épreuves* ne sont plus réglementées cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus d'orientations préétablies mais que celles-ci persistent sans cette nécessité de justifications qu'impose la négociation des *épreuves.* Les individus, sans cette clarification (codification des forces autorisées), sont comme lâchés sur le terrain d'un jeu dans lequel ils doivent participer et « s'affronter sous un nombre illimité de rapports » (p. 411), ce qui fait que la sélection se définie bien plus sous le principe de l'endurance que sous celui de l'équivalence. Alors que l'*épreuve de force* est caractérisée par l'incertitude des êtres qui y sont engagés —

car elle fonctionne sur le mode de la réaction à la résistance[28] qui les entraîne à « résister en se modifiant, [...] de façon à tirer avantage d'une différence, même minime, qui [leur] soit favorable » (p. 411), l'*épreuve de grandeur* implique leur « stabilité relative » (au moins un être engagé est certain de l'épreuve et de ses conditions). Elle implique aussi un « niveau de réflexivité » des êtres engagés, soit une connaissance minimum des épreuves et une possibilité d'anticipation, et donc une relative égalité des chances de remplir les *épreuves* avec succès.

Ces deux « régimes différents d'*épreuves* », « Grandeur » et « Force », se distinguent par le degré de survie qu'ils accordent.

Le désarmement de la critique peut ainsi être effectué soit « en déplaçant le problème », c'est-à-dire en rendant les *épreuves* et les spécifications, qui en faisaient l'objet, caduques — par exemple, des entreprises ne voulant pas améliorer le partage salaires / profits dans le sens désiré par des syndicats, peuvent opérer des déplacements géographiques telle qu'une

[28]Dans l'*épreuve de grandeur,* les individus connaissent le parcours et l'organisation fait qu'aucun ne peut en sortir pour prendre un raccourci. « Pour le lièvre comme pour la tortue, la ligne de départ est la même » précise un *Inculturé* dans une conférence gesticulée (http://www.scoplepave.org/inculture-s). Dans l'*épreuve de force,* seul le point d'arrivée est précisé. Le parcours lui-même résiste aux individus qui ne savent quelle direction prendre. Mais en outre, chacun est susceptible de mettre des bâtons dans les roues de ses concurrents, aussi chaque adversaire doit être réactif aux escroqueries qui sont, dans ce contexte, une forme de résistance que tous peuvent opposer à chacun.

délocalisation — soit en en incorporant certains termes, ce qui contribue à rendre la critique en partie satisfaite et c'est cette récupération partielle par les idées dominantes qu'elle contestait qui va la déstabiliser.

Selon les auteurs, c'est un tel contexte de perturbation de l'ensemble de la critique par un même mouvement stratégique qui aurait marqué la France des années 80.

Confrontés au soulèvement de Mai 68, les élites du capitalisme tirèrent la sonnette d'alarme car ce mouvement était porté par l'assemblage des deux types de critique mentionnées plus haut. Dans un premier temps, il va être tenté de répondre aux revendications en les traitant dans les termes de la *critique sociale* par le lancement de négociations en termes de salaires et de sécurité (apaisement de l'indignation face aux inégalités et à l'égoïsme du patronat) qui définissent le 27 mai, les Accords de Grenelle. Rejetés par la « base » ouvrière, la grève continue. Suit une nouvelle tentative à laquelle correspond « la grande politique contractuelle », dont le maître d'œuvre fut François Ceyrac alors à la tête du CNPF, qui débouche sur un ensemble d'accords[29]. Bien que de nombreux syndicats participent à ces négociations (ce qui, en partie seulement, contribuera à leur déclin) et que de nombreux avantages soient cédés au profit des salariés, la « paix sociale » n'est pas retrouvée. La désorganisation du travail était permanente et devenait bien

[29] 1969 : quatre semaines de congés payés ; 1970 : création du SMIC et indemnités journalières de maternité ; [...] ; 1974 : accord d'indemnisation totale — 90% du salaire brut — du chômage pendant un an...

trop coûteuse. Les exigences en termes de libération et d'authenticité étaient autrement plus imposantes et plus violentes que celles de la *critique sociale* et ce, notamment dans sa forme radicale. C'est dans cette seconde interprétation que vont être repensées, à l'initiative des « *fractions avancées du patronat* »[30], les idées de Mai 68 comme une critique des conditions de travail et surtout comme une critique du taylorisme, leur ouvrant ainsi la voie à une nouvelle organisation du travail, en grande partie inspirée du toyotisme, que viendra légitimer la *cité par projets*. Les grands de la « cité industrielle » comprennent que les épreuves sur lesquelles reposaient leur réussite — parce qu'ils possédaient un « excédent de force » leur permettant d'acquérir « une valeur supérieure au minimum que garantie l'épreuve » — vont devoir, pour continuer à apparaître légitimes, subir un *renforcement de justification* donc une réglementation et un contrôle plus stricts sensés briser l'implication illégitime de cet « excédent de force ». On peut donc considérer les « fractions avancées » comme ces grands qui ont compris que leurs possibilités de réussite sont contraintes et qui, loin de forcer la conservation des épreuves antérieures, vont chercher de nouveaux chemins de profits et donc construire de nouvelles justifications à leur grandeur (pp.595, 596). La remise sous contrôle des entreprises fut ainsi le produit d'une « série de déplacements, d'ordre morphologique

[30]Cette nouvelle interprétation fut notamment soutenue par l'association de chefs d'entreprise, fondée officiellement en 1970, « Entreprise et Progrès » qui, déçus par un « patronat conservateur » et son incapacité à venir à bout de Mai 68, mirent en avant des propositions afin d'« éviter qu'une telle explosion ne se reproduise », in http://www.entreprise-progres.com/lassociation/presentation/.

(délocalisation, développement de la sous-traitance, par exemple), organisationnel (juste-à-temps, polyvalence ou encore diminution de la longueur des lignes hiérarchiques) ou juridique (utilisation par exemple d'un cadre plus souple en matière salariale, importance accrue accordée au droit commercial par rapport au droit du travail) » (pp. 278-279). Tout au long de ce processus de transformation, la critique désorganisée se noie dans la confusion, ne sachant trouver les termes pour analyser et se confronter aux nouvelles réalités instituées par ces changements idéologiques et structurels du capitalisme.

En digérant la crise[31] de Mai 68 dans les termes des revendications portant sur les questions d'autogestion et d'authenticité, ou plus précisément, dans les termes des cadres en grèves alors, sur les questions d'une plus grande autonomie dans l'entreprise et donc d'un accès à l'initiative (être autres que des exécutants) dans son contrôle et son orientation, le capitalisme va réussir à faire d'un pavé deux coups. Désarmer la critique et renforcer son exploitation.

[31]Ici je me permets de reprendre une définition que donne Claus Offe de la crise qu'il entend comme une « situation où les institutions sociales et les allants-de-soi se trouvent subitement remis en question, où surgissent des difficultés inattendues mais fondamentales, où enfin, l'avenir est ouvert » (cité par R. Castel, *op. cit*, 2009, p.14). À bon entendeur !

DU SALARIÉ A L'ENGAGÉ

Les nouvelles stratégies des entreprises consistent en une plus grande flexibilité du travail qui permet aux entreprises, d'une part, de faire face aux incertitudes de marchés en adaptant leur appareil productif et en modulant les coûts salariaux en fonction de la demande, et, d'autre part, d'intégrer une politique sociale contribuant à « un resserrement du contrôle du salarié ». La flexibilité du travail permet de « tendre vers un état où la force de travail ne sera jamais improductive et pourra être mise à l'écart dès que les commandes diminueront » (p. 332).

La flexibilité se présente sous deux formes. La première, appelée « flexibilité interne », repose sur une transformation profonde de l'organisation du travail et des techniques utilisées : juste-à-temps, cercles de qualité, développement de l'autonomie — donc de la polyvalence du salarié par des stages ou des formations ou encore des groupes pluridisciplinaires — appelé « flexibilité fonctionnelle », dilution du rapport de subordination par la multiplication des niveaux hiérarchiques (chaque maillon de la chaîne hiérarchique ayant ainsi l'impression de « monter d'un cran »)... La « flexibilité

externe » est la seconde forme et correspond à une organisation du travail dite en réseau. Des entreprises « maigres »[32] font appel à une sous-traitance (externalisation) ainsi qu'à une main-d'œuvre malléable : intérim, travailleurs indépendants, temps partiel, horaires variables...

La flexibilité, dans le discours de justification de la *cité par projets*, est associée à la demande par les cadres d'une plus grande autonomie et d'une plus grande responsabilité au travail. Elle dévoile cette capacité qu'ils ont à s'adapter aux terrains sans attendre les directives d'une « bureaucratie inefficace », dans l'organisation qui leur semblera la plus viable en fonction d'exigences toujours différenciées, accumulant ainsi des *compétences* à chaque nouvelle production, et étaie une image de l'entreprise dont la direction est enfin décentralisée. Dans cette démarche les cadres peuvent faire valoir leur position de *leader* face à leurs subordonné-e-s « dont ils vont tenter de développer le potentiel et qu'ils vont même s'efforcer de ne pas licencier » (p. 312). Or, pour ne pas licencier, ils vont procéder à cette sélection que facilite le travail intérimaire dans lequel, parmi une palette d'individus, ils pourront déceler, par l'évaluation de leurs *compétences,* le moins « interchangeable », donc le plus *employable*, celui qui leur fera le moins défaut en cas d'embauche — celle-ci étant vécue de toute façon comme une véritable prise de risque. Car ce qui va justifier cette

[32]Les auteurs ont décalqué « l'entreprise maigre » du terme de « production maigre », ou « au plus juste », inventé au début des années 90 pour désigner l'ensemble des méthodes de production, en partie inspirées du toyotisme (juste-à-temps, qualité totale, processus d'amélioration continue, équipes autonomes de production...)

sélection et ses critères, c'est que ce qui se joue pour un cadre dans l'appui qu'il peut donner à une embauche c'est sa *confiance*. S'il s'avère que l'individu qu'il soutient ne parvient pas à suivre la marche de l'entreprise (qui dépasse la seule réalisation d'une tâche mais concerne un niveau d'investissement, un engouement pour l'activité de l'entreprise), c'est sa *vision* qui va être remise en cause, ce qui peut amputer sa *réputation*, ou bien ce peut être sa capacité de formateur qui peut être questionnée, et donc sa qualité d'*enrôleur* et de *coach*.

Sous cet œil, les auteurs mettent en évidence que l'intérimaire est donc mis à l'épreuve. L'utilisation de l'intérim ne s'applique pas uniquement à la réaction face à des nécessités de production mais agit également « comme un dispositif de sélection et de mise sous-tension » (p. 305). Si son *activité* dans l'entreprise est précaire et disloquée, l'implication de l'intérimaire dans son travail doit être permanente. Il est beaucoup plus demandé au salarié sur son lieu de travail. Là où le taylorisme le confondait dans la machine, ces nouvelles formes d'organisation du travail vont renforcer l'exploitation par l'utilisation de « nouveaux gisements de compétences », c'est-à-dire par la « mise au travail de capacités humaines » autres que mécaniques (relationnel, disponibilité, souplesse, implication affective, engagement, etc...). Il est non seulement demandé au travailleur d'investir sa force physique de travail mais également son intelligence, sa sensibilité, son sens de l'observation ou son astuce. La frontière entre l'individu et le

travail s'estompe et « cet apport supplémentaire offert par le personnel [n'est] pas rémunéré par autre chose qu'un maintien dans l'emploi pour ceux qui en [sont] capables et l'exclusion pour les autres » (p.336).

À ce niveau, on peut dire que le travailleur intérimaire se trouve placé entre deux feux car d'un coté, il doit pouvoir répondre à ces exigences d'*employabilité* s'il veut espérer une autre mission — qui teste le degré d'engagement (à comprendre comme implication) de l'individu, sa capacité à s'investir dans un *projet* — voire une place à long terme dans l'entreprise, mais, d'un autre coté, il se trouve en conflit avec les salariés permanents. Ce conflit porte sur le rapport au travail : l'intérimaire va accepter, pour prouver son engagement, des conditions de travail plus dures, et qui ne sont pas toujours en accord avec le droit du travail ; conditions que refusent des permanents. Cette situation est une des formes moins visibles de précarisation que Stéphane Beaud et Marie Cartier intitule « la déstabilisation des stables »[33]. Ceux-là craignent dans ces travailleurs plus dociles, mais également souvent plus diplômés, la menace de leur licenciement. Pour ces deux conditions d'instabilité, le jugement de l'*employabilité* — c'est-à-dire, pour l'un, l'accès à un emploi, et pour l'autre, le maintien dans l'emploi — par le

[33]Cartier M., Beaud S., « De la précarisation de l'emploi à la précarisation du travail : une nouvelle condition salariale », in *La France invisible*, dir. par S. Beaud, J. Confavreux, J. Lingaard, 2006. Il définisse le risque de perdre son emploi comme une forme de précarité. Selon une enquête FQP (Formation et Qualification Professionnelle) de l'INSEE (la dernière avant 2006) : « le taux de perte d'emploi pour les salariés du privé était de 1,5% dans la période 1965-1970 et atteignait 8,9% pour la période 1988-1993 »

degré d'investissement et de concessions individuelles — tant matérielles (utiliser son véhicule par exemple) qu'immatérielles (mobilité, horaires flexibles ou tâches supplémentaires...) — conduit le salarié à adopter un comportement de contrôle de sa propre production ainsi que de celle des autres. Le degré d'investissement, ou « engagement », est suscité notamment par une individualisation des salaires qui renforce cet état où tous les salariés se surveillent et se jugent eux-même et entre eux.

En filigrane, la transformation du « salarié » en « engagé » permet de faire reposer la responsabilité du non-maintien ou du non-accès dans l'emploi sur l'individu lui-même, inemployable faute de volonté.

Dans cette même mouvance, il a été possible ainsi au capitalisme d'endogénéiser la demande d'autogestion revendiquée par les mouvements des années 60-70 et réinterprétée par les experts gauchistes enrôlés comme « nouvelle élite » à des postes de responsabilités qui ont assaisonné leur culture contestataire de demandes patronales, d'exigences du management et d'impératifs de flexibilité. Le cadre n'est plus ainsi une autorité formelle mais un *leader* en ce sens qu'il doit, pour reprendre les termes de Charles Handy[34], « "convaincre de faire" plutôt que donner des ordres »[35]. Nouvellement, le MEDEF reformule la « valeur

[34]Voir note 18

[35]« L'autogestion est un système dans lequel il faut éviter les ordres, mais au contraire persuader les gens », *in* n°156, nov-dec 1972, de la revue de l'ANDCP (Association Nationale des Directeurs et Chefs du Personnel)

travail » dans son *Manifeste pour un nouveau management* en affirmant que l'engagement du salarié « essentiel à la performance des entreprises » germe dans « l'épanouissement personnel » qu'engraisse l'activité économique. Ainsi, les « acteurs clés de la cité » que sont « l'entreprise et les entrepreneurs » doivent mobiliser cet engagement qui « ne se décrète pas, mais se suscite et s'entretient »[36].

Le développement de la sous-traitance et les délocalisations ont permis dans le même temps d'enrayer les possibilités des pratiques autogestionnaires qui avaient cours dans les mouvements d'occupation d'usine dont LIP reste un des exemples les plus marquants en France.

L'on ne devient autonome que si l'on s'engage dans l'activité économique — le langage commun ne le traduit lui-même pas autrement (« je veux un travail pour être indépendant, autonome, vis-à-vis de ma famille ou de l'État »), parce qu'il est fait en sorte qu'il n'existe pas d'autres possibilités que le travail tel qu'il est organisé pour satisfaire des moyens dits vitaux mais aussi parce qu'il réveille des talents que les cadres décèlent et cueillent (les cadres sont des « pilleurs d'idées ») et que les entrepreneurs exploitent. L'on sort « grandi » de l'entreprise.

---

[36]Le projet de ce manifeste, présenté par Jean-Luc Placet, Président de la Commission Respect de l'Homme, a été validé le 11 avril 2011 par le Conseil Exécutif du MEDEF. Ce manifeste a le mérite de contenir les différents thèmes et termes de la « cité par projets » qui définit le nouvel esprit du capitalisme décrit par les auteurs. « Manifeste pour un nouveau management », in http://catherinebelotti.typepad.com/files/de-la-responsabilit%C3%A9-soci%C3%A9tale-du-chef-dentreprise.pdf

La prise en charge formelle de la question de la politique sociale par les entrepreneurs capitalistes (faire valoir les aspirations et revendications des salariés sur le terrain de l'entreprise) va démanteler l'intermédiation syndicale, pour placer les salariés sous le contrôle du management, et va accélérer le déclin de l'État social dont la fonction de redistribution et « d'arbitre entre les groupes sociaux » va être dissoute progressivement par l'implantation, depuis la deuxième moitié des années 70, dans les sphères politiques, d'une élite issue de l'ENA, de Polytechnique et de l'ENSAE qui va préférer « alléger au maximum l'intervention publique » et « opérer un recentrage rigoureux de son action pour le rendre compatible avec le marché »[37].

[37]Jobert, B., Théret, B., 1994 « France : La consécration républicaine du néolibéralisme », *in* Jobert, B. (éd.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, cité *in* Chiapello, Boltanski, 1999, p. 285.

EXPLOITATION : ANACHRONISME ? PASSÉISME IDÉOLOGIQUE ?

Les différents déplacements du capitalisme ont provoqué une déstabilisation accrue des situations de travail (individualisation des conditions salariales, concurrence interindividuelle, précarisation de l'emploi, etc.) ainsi que de la force mobilisatrice des syndicats (notamment quant à leur capacité de représentation et de maintien des identités sociales). En outre, ils ont contribué à l'amenuisement de la « conscience de classe », c'est-à-dire à l'effacement progressif de la représentation sociale (ou « cadre d'analyse ») en termes de classes.

Ce processus d'effacement, par la négation même de l'existence des classes sociales, faisant valoir la vision d'un « univers éclaté, parcellisé, composé uniquement d'une juxtaposition de destins individuels » (p. 397), englobé dans une vaste classe moyenne, ampute la *critique sociale* d'un pilier fondamental sur lequel son discours reposait depuis plus d'un siècle. La *critique sociale* traditionnelle, en termes d'inégalités entre classes d'individus aux intérêts totalement ou partiel-

lement contradictoires, dénonçait une injustice, au sein même du processus productif, dans l'exploitation d'une classe par une autre et dans le partage inéquitable des peines et des profits associés à la participation à la production. Or,

> la négation de l'existence de classes différentes, [...], et la focalisation des analyses sur un agrégat, les « exclus », défini précisément par son absence de participation au processus productif, invalident presque d'emblée [son] discours, qui mettrait par exemple en évidence l'accroissement des inégalités entre « inclus » alors même que cette qualité fait d'eux, selon les schèmes d'analyse aujourd'hui dominants, de nouveaux « privilégiés », ou qui, recomposant la « classe ouvrière » en adjoignant aux ouvriers une bonne partie des nouveaux employés, montrerait qu'elle est loin d'avoir disparu et que son poids démographique est même tout à fait impressionnant. (p.397)

Ce processus d'effacement atteint également la *critique artiste* qui perd progressivement une opposition qu'elle a entretenue depuis le milieu du XIXe siècle : celle entre, d'un coté, les intellectuels et artistes et, de l'autre, les élites économiques. Celle, pour schématiser, de la figure de l'individu libre, sans attaches, bohème, et de la figure de l'individu obsessionnellement fixé à prospérer dans le monde des affaires, du « propriétaire — possédé par ses avoirs » [Esprit premier du capitalisme] ou du « directeur — accaparé par la planification et par la gestion rationnelle de la production » [Esprit deuxième du capitalisme]. « La façon dont la figure du manager se charge aujourd'hui des qualités de l'artiste et de l'intellectuel tend à estomper l'écart, institué

depuis le romantisme, entre le réalisme de ceux qui sont aux affaires et l'idéalisme des hommes de culture » (p.397). C'est vers cette « vie d'artiste » que tend à s'orienter « l'idéal du manager » décrit dans le corpus de management des années 90 (mobilité ; prise de risques ; « carrière ne consistant pas à occuper "des postes vacants à pourvoir" mais à s'engager dans une multitude de projets souvent très hétérogènes » (p.368) ; acquisition de compétences, de contacts, d'informations, toujours renouvelés...). Ainsi les anciens antagonismes disparaissant progressivement, l'intellectuel et le manager apparaîtraient comme des faux-frères jumeaux, pressant la quête, pour les premiers, d'une posture critique, rendue « plus nécessaire que jamais [...] parce qu'elle constitue, pour les intellectuels, le dernier marqueur capable de maintenir leur spécificité ou leur identité face aux gens d'affaires et de pouvoir. » (p.399)

La fin de la guerre froide marque l'avènement d'un monde dans lequel « le capitalisme s'est retrouvé seul, sans qu'aucune alternative crédible ne paraisse pouvoir lui être opposé » (p.415). Le fait que cette alternative ait été majoritairement assimilée aux régimes dit "communistes" a contribué à faire en sorte que cette croyance en son émiettement s'impose non seulement aux élites économiques, qui travaillent à le renforcer, mais également à l'ensemble de la population. Outre cette force que le capitalisme tira de ce désenchantement généralisé, les différentes transformations dont il était sujet permit de casser les termes de cette lutte par la désorganisation de la structure salariale elle-même. Par l'évanouissement des termes critiques qui le désignent, conjugué

au démantèlement des forces instituées de contraintes, le capitalisme a vu son champ d'intervention dépasser les clôtures qui jusque-là étaient capables, dans une certaine mesure, de contrôler et de limiter son ensemencement.

La notion d'« exploitation », comme celle de « classes sociales », était liée, dans la critique marxiste, au monde du travail mais surtout aux « relations entre classes *dans*[38] le travail », c'était d'abord « une exploitation par le travail ». Sa disparition dans le discours de l'indignation actuelle tient du fait qu'il se base sur une catégorie dans laquelle l'exploitation — comprise comme « asymétrie sociale qui ferait le profit de certains hommes au détriment d'autres » (p.436) — éprouve des difficultés à s'installer. L'exclusion (en opposition à l'inclusion) désigne en effet « prioritairement des formes diverses d'éloignement de la sphère des relations de travail » (p. 425). Si l'on veut être grossier, l'on pourrait dire que dans un monde divisé entre, d'une part des *inclus-es* (ceux et celles qui ont un travail), et d'autre part, des *exclu-e-s* (ceux et celles qui n'en ont pas), l'injustice pèse sur celles et ceux qui ne sont pas en mesure d'être exploité-e-s par le travail. L'indignation face à l'exclusion n'implique pas en soi une critique de l'exploitation car « le modèle de l'exclusion permet de désigner une négativité sans passer par l'accusation » (p. 426). L'exclu-e n'est pas *a priori* la victime de l'exploitation d'un système économique. « En l'absence d'une notion claire d'exploitation et d'un espoir de changement social, le refus de l'injustice sociale a en quelque sorte régressé vers ce qui constitue le stimulus originel : l'indignation face à la

[38]C'est moi qui souligne.

souffrance » (p.429). Cette non-affiliation à l'exploitation se ressent dans le discours de l'indignation qui se concentre sur les défaillances de l'État social en émiettement (or, les dispositifs de compromis social de cette forme d'État n'étaient adaptés qu'au seul capitalisme industriel) qui ne parvient pas à prendre en charge celles et ceux qui sont sujets à ce que Castel nomme le « risque social »[39]. L'exclusion manquant d'être renvoyée à une théorie de l'exploitation se présente dès lors comme une série de « destins » individuels, comme autant d'« accidents de parcours », où la misère est renvoyée à des propriétés personnelles « facilement transposables en facteurs de responsabilité individuelle, [représentation] que la notion de classe et surtout celle de prolétariat étaient parvenues à briser » (p. 436).

Ainsi les auteurs tentent-ils de placer l'exclusion en référence « à une *forme d'exploitation qui se développe dans un monde connexionniste*, c'est-à-dire, dans un monde où la réalisation d'un profit passe par la mise en réseau des activités » (p. 437). Autrement dit ils vont se demander en quoi les exclus, ou dans le langage de la cité, les *petits de la cité par projets*, contribuent à l'enrichissement dans un *monde connexionniste* en tant qu'exclus, en tant que « pauvres en

[39]Castel, R., 2009, *op. cit.,* p.31. Le risque social correspond dans le cas précis à l'insécurité liée à la non-affiliation à l'emploi et, dans son expansion, au salariat qui constitue une garantie tant en ressources économiques et sociales qu'en protections sociales. Pour Castel, l'Etat social intervient comme un « réducteur de risques » (du même auteur, *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?,* Seuil, p.32.)

liens ». Pour eux, ce qui, pour les *petits*, constitue « la source de leur exploitation par les grands réside précisément dans ce qui fait leur faiblesse dans ce cadre, c'est-à-dire leur immobilité » (p. 445).

Dans un *monde connexionniste*, le grand est celui qui a une certaine propension à accroître son capital social, c'est-à-dire à multiplier l'établissement de relations dans un *réseau*, relations qui sont elles convertibles en autre chose, et particulièrement en argent. Mais contrairement au capital financier, le capital social ne dispose que « d'une faible autonomie par rapport aux personnes » (p.447) ce qui induit que l'individu doit pouvoir être assez *léger* pour circuler avec lui. Ceci implique que ce *mailleur* doit, ne pouvant être partout et dans le même temps à la fois, constituer une sorte de base permettant qu'on le mentionne en son absence et qui travaille à sa place à l'entretien et au maintien de sa *réputation*, c'est-à-dire à remplir les actions qui doivent être appliquées pour mener à bien le *projet* et ne pas décevoir son *réseau*. C'est ainsi qu'il va trouver dans le *petit*, qui lui, est resté immobile, sa « doublure ». Le *petit* se constitue ainsi en une sorte de borne relais du maintien de l'existence du *grand*. Le statut du *petit* « dépend de l'intérêt de son commettant à maintenir les connexions locales qu'ils assurent ». Bien que ces *doublures* profitent des liens qu'ils entretiennent avec le *grand*, celui-ci ne les engage dans aucune autre relation potentielle et contribue à les maintenir dans un certain isolement afin que le *grand* puisse demeurer un *passage obligé*, celui dont on ne peut que dépendre pour se connecter. Le *petit* est un agent que le *grand* engage dans un *projet* car son

immobilité lui est utile. Lorsque le projet change, cette *doublure* peut devenir obsolète, et par là, rejetée aux limites du *réseau*, et donc « entraînée dans un processus d'exclusion » (p.449). Pour conserver son statut privilégié dans la sphère des relations, le *mailleur* opère cette mise à l'écart stratégique du *réseau* élargi : il ferme délibérément son *réseau* à sa *doublure* qu'il n'utilise ainsi qu'à la seule fin de passeur du minimum d'informations qu'il lui aura transmis, et devient de fait un *faiseur* dont le comportement opportuniste mise sur les *différentiels*, les asymétries — c'est-à-dire, les relations et les informations accumulées par les franchissements de *trous structuraux* dont il reste, tant qu'il ne les retransmet pas, le médiateur privilégié — qui sont pour lui, en ne redistribuant pas ce « capital de liens » (p.449), une source de profit. La *doublure* en tant que participant à la création de valeur ajoutée n'est ni reconnue ni rémunérée dans l'idée d'un équitable partage de cette valeur ajoutée, c'est en ce sens que les auteurs font entrer l'exclusion dans le langage de l'exploitation.

La mobilité et l'immobilité sont les clés de cette exploitation. Ces deux caractéristiques vont déterminer qui va pouvoir et qui ne pourra pas suivre les entreprises ou les marchés. Pour éviter le risque d'être mis sur le carreau il faut parvenir à être « plus mobile, moins lourd que son client ou que son employeur », c'est-à-dire se libérer d'un maximum d'attaches (territoriales, relationnelles, acquis sociaux) et être capable de suivre les différents déplacements qui s'imposent sur le marché et donc d'une maîtrise de l'adaptation. « Le salarié qui apprend facilement les langues et se reconvertit

sans trop de difficultés peut accompagner son employeur dans sa mobilité, il fait corps avec l'entreprise et a moins de chance d'être laissé sur place » (p. 457). Ainsi, celui qui valide ses stages ou formations, et qui est même prêt à se délocaliser si l'entreprise change son implantation, celui-là a plus de chances de conserver un poste. Contrairement à ceux dont les compétences sont peu transférables, qui sont trop attachés à une branche et à des processus industriels spécifiques, « les salariés dont le savoir ou le savoir-faire est à la fois le plus spécialisé et le moins spécifique sont les mieux payés car ils peuvent se déplacer rapidement d'une entreprise à l'autre sans que l'on puisse pour autant facilement se passer d'eux » (p.458).

Une entreprise acquiert plus de pouvoir sur ses salarié-e-s ou sur un territoire, et est mieux à même de les contraindre et d'assurer ses négociations, si elle se sait menaçante, c'est-à-dire capable de *mobilité* : par exemple, elle peut gagner en position de force et en avantages financiers (allègement de taxe...) si elle est en mesure d'assurer sa capacité à quitter le territoire qu'elle occupe et s'en servir comme outil de chantage. « La mobilité marchande légitime [en référence à la *cité marchande*] est celle qui permet d'aller plus vite que le concurrent, pas celle qui permet de « faire chanter » les demandeurs d'emplois » (p.461) comme c'est le cas de la *cité par projets* dont les *épreuves* non spécifiées ni réglementées permettent ce rapport de force déséquilibré.

Peugeot, tout comme son concurrent Renault, s'étaient engagés à ne pas fermer de site de production en France au moment où, au plus fort de la crise, en 2009, l'État leur prêtait trois milliards d'euros chacun.

Les deux constructeurs ont fini de rembourser ces prêts fin avril dernier et, depuis, la question de leurs engagements sur l'emploi et les sites a resurgi, dans un secteur confronté à des surcapacités chroniques en Europe. »

La Tribune, 09/06/2011,
http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/automobile/20110609trib000628375/psa-dement-la-fermeture-du-site-d-aulnay.html

Le patron des marques Peugeot et Citroën a reconnu que la question des délocalisations se posait. *« C'est une vraie question de fond. Le coût du travail en France pose problème »*, a-t-il estimé.

Le Point, 10/06/2011,
http://www.lepoint.fr/societe/psa-une-delocalisation-serait-inacceptable-juge-eric-besson-10-06-2011-1340665_23.php

Pierre Moscovici et Arnaud Montebourg annoncent une proposition de garantie de l'État à la filiale bancaire de PSA, Banque PSA Finance. [...] à hauteur d'un montant maximal de 7 milliards d'euros d'ici à fin 2015, dans des proportions et conditions similaires à celles des banques du groupe. La rémunération de cette garantie permettra de dégager des ressources nouvelles pour alimenter un fonds pour la filière automobile.

Site du Ministère de l'Economie et des Finances, 24/10/2012,
http://www.economie.gouv.fr/proposition-garantie-etat-banque-psa-finance.

DE LA PARTICIPATION DE LA RÉFORME

Les nouveaux mouvements sociaux issus de la relance de l'action humanitaire dans les années 70 — qui sont constitués, eux aussi, sous la métaphore du *réseau*, ce qui donne à ces mouvements « très mobiles des prises là où, précisément, les organisations traditionnelles perdaient pied » (pp.434-435) — et qui prennent en charge la question de l'exclusion sont, selon les auteurs, à même de *mettre en épreuve la cité par projets*, d'inventer des dispositifs de réforme, c'est-à-dire de spécifier plus précisément les cadres des *épreuves* de cette *cité*, afin de freiner l'accroissement des inégalités et de la précarité ; de basculer, progressivement, de *l'épreuve de force* à *l'épreuve de grandeur*.

Il est mis en évidence différentes propositions, provenant autant de ces mouvements sociaux, d'instances politiques que du management, élaborant un « compromis entre autonomie et sécurité compatibles avec la logique d'une cité par projets » (p.473). Il en est qui visent à faciliter le recensement des différents intervenant-e-s impliqué-e-s dans un projet « par des opérations de catégorisation, inhérentes au droit » (p. 474) qui permettraient de poser des limites au *réseau* (de

définir qui ou quoi y appartient ou n'y appartient pas). Dans la continuité de ces propositions de désignation, certaines visent à constituer des principes justes de rémunérations — celle-ci dépassant, dans un monde en *réseau*, le seul revenu qui incombait au remplissage d'une tâche spécifique — : une « rémunération équitable comprend également une amélioration ou au minimum un maintien de l'*employabilité* du travailleur » (p.478). L'*employabilité* se redéfinit comme la somme des compétences accumulées par le salarié. Ce n'est plus la nature du poste qu'il occupe mais ses *compétences* qui vont déterminer la rémunération (dispositifs basés sur la notion de compétences : « bilan de compétences » ; le « référentiel national des qualifications » ou encore les « droits de tirage » de A. Supiot qui sont des dispositifs permettant de « faciliter le passage d'un travail à un autre »).

Le maintien de l'*employabilité* doit également être favorisée par l'égalisation des capacités de chacun à la mobilité — c'est-à-dire « à contrebalancer les handicaps de certaines personnes » (p.488) par des compensations, afin de donner à chacun la possibilité d'affronter les épreuves du *monde connexionniste*, particulièrement dans le sens de la capacité à être *mobile*. Exemples : les dispositifs de réinsertion, qui se donnent pour objectifs d'amener les individus en « mal de liens » à monter un *projet* qui leur « permet de développer [...] une employabilité minimum, c'est-à-dire une capacité à passer avec succès l'épreuve de connexion à un premier projet, suivie de l'épreuve de mobilité, c'est-à-dire de connexion à un autre projet une fois le premier terminé » (p.489) ; le RMI, qui était considéré par ses promoteurs comme une dette

contractée par ses bénéficiaires « dont ils ne peuvent s'acquitter qu'en faisant tout ce qui leur est possible pour retisser les liens sociaux qu'ils ont perdus » (p.489)[40] ; ou bien les emplois aidés visant à l'insertion professionnelle, etc. « D'autres propositions ont pour but, non seulement de permettre la mobilité professionnelle [comme les dispositifs cités ci-dessus], mais aussi d'offrir à tous l'autonomie et les possibilités de développement personnel promis par [la cité par projets]. La notion d'*activité* est ainsi proposée pour essayer de légitimer tout type de projet et de mobilité, et non seulement ceux qui prennent la forme du travail »[41](p. 492). Les heures de bénévolat du bénéficiaire du RSA remplacées, suite à la polémique que cette proposition a suscitée, par la proposition d'un « contrat unique d'insertion » se placent dans cette optique.

Entre autres palliatifs, les auteurs citent le Revenu universel (revenu égalitaire accordé aussi bien aux riches qu'aux pauvres) ; la taxe Tobin sur les transactions financières internationales, suggérée en 1972, qui freinerait la mobilité financière par rapport aux autres actifs ; la création de l'euro qui aurait réduit la mobilité des capitaux sur la zone en supprimant les risques de change entre les monnaies

[40]A fortiori, c'est dans cette même conception que l'on peut entendre, non sans jaunir de rire, des demandes de compensations pour les bénéficiaires de son rejeton (le RSA) en heures de bénévolat.

[41]Voir la proposition de « contrat d'activité » présentée par le rapport de la commission « Le travail dans vingt ans » présidée par Jean Boissonat, 1995, qui constitue pour les auteurs un dispositif de compromis entre les exigences patronales de flexibilité et de mobilité des salariés et celles de justice.

européennes[42]. En ce qui concerne la réduction du différentiel multinationales/salariés de différents pays, ils citent des dispositifs (bien que timides) de certification par la voie de labels censés garantir de la part de l'entreprise le respect d'un certain nombre de critères, dispositifs mis en place pour restreindre à la fois les délocalisations mais également, en théorie, l'exploitation outrancière des hommes et de la nature par les pays destinataires des investissements — et de ce fait cela est devenu un atout commercial : le « bio » et l'« équitable » sont devenus des blasons publicitaires, garantie d'une production humaniste de produits naturels, authentiques.

Les différents éléments de réformes, qu'ils soient appliqués de manière interne au capitalisme — que la réforme surgisse afin d'enrayer la critique ou bien d'une nécessité face à une transformation structurelle autonome — ou qu'ils proviennent de forces extérieurs aux instances dirigeantes, s'intègrent dans cette *critique corrective* de la *cité par projets*, qui veut mettre en place des « dispositifs de justice » permettant de clarifier les *épreuves* afin d'en équilibrer les rapports de forces et de « dénoncer, au nom des principes même sur lesquels reposent cette *cité*, les façons injustes de profiter de la mobilité, et par là, de *limiter*[43] l'exploitation dans un monde connexionniste » (p. 461).

[42]Voir l'article, « Stabiliser les changes », *Alternatives Économiques,* n°148, mai 1997

[43]C'est moi qui souligne

La critique de l'inauthenticité, qui va être faite au capitalisme et aux modalités de production de son deuxième esprit, désigne essentiellement l'uniformisation, et s'attache à dénoncer la standardisation des objets, et donc son corollaire, la standardisation, ou « massification », des êtres humains par celle des objets, de leurs usages et de leurs fonctions.

Gil Formosa, Illustration publicitaire pour NPC Imprimerie (détail), http://gil.formosa.free.fr/illustrations.publicitaires/pages/Npc_2.htm

La production est dépendante d'un besoin, qui lui commande un produit dont la consommation doit le satisfaire — le besoin produit la production et la production produit la consommation, en tant qu'elle produit l'objet qui répond à son besoin. La production produit un objet déterminé à une consommation déterminée et en tant que cet objet est déterminé — modalité ou fonctionnalité de l'objet, il détermine la manière dont il doit être consommé — la consommation produit la production et la production produit le mode de consommation. Dans le même temps, l'objet, ne devenant produit que dans la consommation, stimule l'instinct de consommation de celui ou celle qui le perçoit — la production produit le besoin (Marx, 1859, p.143).

> Kusayanagi pousse le ridicule jusqu'à écrire ceci : « Les ouvriers font l'aller-retour du foyer à l'usine, vêtus de leurs bleus de travail et chaussés de guétas. Le travail terminé, ils ne peuvent pas aller en ville dans cette tenue, ils rentrent donc au foyer et étudient ; et ce sont des livres qu'ils lisent ! »
>
> Mais en fait ? Ceux qui vont en bleus de travail du foyer à l'usine ce sont des types comme moi ou bien des saisonniers qui ont dépassé la quarantaine, mais la plupart des jeunes se croient obligés d'acheter une voiture qu'ils ont eux-mêmes fabriquée, en payant avec de longues mensualités, car il faut dire que consciemment l'entreprise n'a pas développé les moyens de transport collectifs nécessaires et d'autre part leur travail trop simplifié les ennuie. Le chemin trop long pour être fait à pied est trop court pour être fait en voiture. S'engouffrant nerveusement dans la première place de parking laissée libre, ils se fatiguent encore plus et de retour au foyer ils sont tellement crevés que, loin de pouvoir lire, ils n'ont même plus la force de penser, elle leur a été volée, voilà la vérité ![44]

L'uniformisation de la production correspond à la mise sur le marché de produits standards qui uniformisent le mode de consommation et réduisent ainsi la société à une somme de besoins uniformes auxquels il faut répondre uniformément. L'efficacité des produits à variété restreinte, soutenue par un

[44]Kamata, Satoshi, *Toyota, l'usine du désespoir : Journal d'un ouvrier saisonnier*, (1973), Les éditions ouvrières, collection « Rencontre des peuples », 1976, réédition aux Editions Démopolis, 2008, cité dans « Toyota City 豊田市 », *in* « Laboratoire Urbanisme Insurrectionnel », décembre 2011,
http://laboratoireurbanismeinsurrectionnel.blogspot.com/2011/12/toyota-city.html
L'intégralité de la traduction française de l'ouvrage est consultable sur le site http://www.marxists.org/francais/general/satoshi/works/00/toyota_index.htm.

mode de production en grande série, est de générer des profits élevés en favorisant une massification de la consommation par une massification de la production. En même temps que la production produit l'objet destiné à la consommation, elle destine la consommation à satisfaire un besoin produit par l'objet. La critique y dénonçait alors la perte par l'individu de sa capacité à déterminer ses propres besoins, c'est-à-dire la singularité propre à chacun de la manière de les satisfaire, donc, par là, de l'inauthenticité d'un système de production dans lequel ce n'est pas l'objet créé qui est produit de la volonté des individus mais les individus qui sont créés selon les exigences de l'objet qui se veut produit.

Dans sa conception la plus large, la question de l'authenticité intègre celle de l'autonomie dont nous avons pu voir plus haut comment elle a pu être intégrée dans la nouvelle organisation du travail productiviste : renoncement au principe tayloro-fordiste d'une organisation hiérarchique du travail pour une organisation plus flexible requérant l'initiative et l'attention complète du travailleur salarié devenu un engagé sous auto-contrôle et dont le degré d'adaptabilité et d'accumulation d'activités mesure la grandeur. Les différents déplacements opérés par le capitalisme et les différentes directives de management qui constitueront le nouvel esprit du capitalisme parviendront à enrayer la critique en la satisfaisant partiellement. Par des systèmes de « boucles de récupération » (p.510), le capitalisme se donne la possibilité de mettre en place des mesures correctives par une

endogénéisation de la critique, c'est-à-dire, en la rendant compatible avec la logique de l'accumulation par un processus de *marchandisation*, sa transformation en « produits » susceptibles d'engendrer du profit.

> Un élevage sélectif portant sur un certain nombre de générations n'allaient pas tarder à éliminer les faiseurs d'histoires et une nouvelle souche améliorée de chiens de chasse domestiques beaucoup plus calme et contrôlables devait apparaître[45].

La marchandisation de l'authentique « consiste en une mise en exploitation sous le régime du capital » de ce qui, auparavant, était de l'ordre du non-capital, c'est-à-dire hors de la sphère marchande. Ce passage du non-capital au capital des êtres, biens, valeurs et moyens, dits authentiques « obéit à une *série d'opérations* que l'on peut appeler des opérations de production — puisqu'elles ont pour effets de créer à partir de ressources diverses un « produit » — même lorsqu'elles concernent des biens immatériels dont la transformation est d'ordre purement symbolique ou qu'elles s'appliquent aux personnes » (p.536). Par exemple la « codification » du bien ou du service est une opération de sélection des traits pertinents dans la question de leur production multiple. La codification est plus souple que la standardisation, c'est-à-dire que partant d'un produit type, elle le démultiplie, par un jeu de combinaisons variées, en diverses variétés. Les produits étant différents bien que du même type, la codification rentre donc plus facilement dans le registre de l'authentique — car elle laisse une place relative à la singularité de l'objet, et par là

[45]Morris, Desmond, *Le singe nu,* Paris, Éditions Bernard Grasset, 1968, p.247

de son usager — tout en dynamisant la concurrence par la recherche et le développement d'innovations de l'option. La conception de produits se présente comme autant de *projets* de production de distinctions que l'on place dans des *réseaux* de distribution. La marchandisation de l'authentique a entraîné une redéfinition de l'authenticité : là où l'unicité était l'authentique résistant à l'inauthentique uniformité, se positionne désormais dans cette arène « une définition de l'inauthentique comme reproduction d'une différence à des fins marchandes, comme copie, à laquelle peut être opposée l'authenticité d'un original » (p.544). Le conflit va s'étendre jusqu'à dépasser la « nature » même de l'objet pour faire référence aux intentions qui ont conduit sa production, c'est bien sur celles-ci que va se poser la méfiance (par exemple, l'ambivalence des sentiments en ce qui concerne le « bio » éthique et le « bio » étiquette).

Une acquisition de droits et de statuts sociaux adaptés à la *cité par projets* devrait permettre de multiplier les « chances » de maintenir ou de se former une *employabilité* afin de pouvoir faire valoir son droit à une part de la valeur ajoutée, d'accroître la sécurité sans affaiblir l'autonomie, d'équilibrer flexibilité et authenticité notamment en fixant des limites à la marchandisation — ce qui doit être spécifié comme marchandisable et comme non marchandisable, comme aimerait s'y employer par exemples nombre de mouvements écologiques (istes ?). La « déclaration commune » de la « Convergence citoyenne pour une transition énergétique » qui fit suite au rassemblement de Lézan à la fin du mois d'août 2011 rappelle certaines de ces directives notamment

« le refus de la marchandisation de la nature et de ses ressources », qu'ils définissent comme des « biens communs inaliénables et accessibles à tous », en resserrant le « contrôle citoyen » sur les procédés techniques (conception et réalisation) de la production — par une réorientation « des politiques publiques des secteurs énergivores tels que l'agriculture intensive, les transports, le logement et l'urbanisme, l'industrie et la grande distribution », par exemple.

Le changement comme absence de changement

Les crises financières et écologique et l'exacerbation de la concurrence mondiale ouvrent [à l'ingénieur] de nouvelles perspectives, en réaffirmant l'importance de l'innovation. Un tournant qui impose cependant de modifier l'organisation du travail et la culture des ingénieurs afin de favoriser les ruptures technologiques.

« Le rôle de l'ingénieur », in *Alternatives Économiques*, n°303, Juin 2011

Dans un monde qui se construit sur la base idéologique d'une *cité par projets*, dans lequel la mise en *réseau*, la *connexion* aux autres, est devenue un processus de production au service du capital (l'information comme source de profit), le soupçon ne peut manquer de s'installer dans la relation interindividuelle elle-même. Car, si l'on suit la logique d'une *cité par projets* développée par les auteurs, le grand est celui qui sait gérer « la tension » entre flexibilité et individualité, c'est-à-dire que, tout en parvenant à conserver

une « spécificité », il est capable d'une « malléabilité » suffisante pour faire le bond entre différents *projets* où il lui sera à chaque fois nécessaire de « changer de propriétés » afin de répondre à ces situations hétérogènes. Partant de là, ce jeu d'adaptabilité que constitue le balancement entre flexibilité et authenticité (comprenant les notions de singularité et celle de sincérité, en tant qu'être « original ») de l'individu entraîne, élargie à la vie sociale, « une inquiétude sur les relations ». La relation est-elle alors un procédé stratégique en vue de profit ou bien un acte spontané et désintéressé ? Où se place « la distinction entre relation amicale et relation d'affaire » ? L'individu est-il affranchi du poids de la hiérarchie, est-il autonome dans sa manœuvre dans le système productif, et donc, par là, créateur de son action — ce qui justifierait qu'il puisse être amené à travailler durant son temps de repos, d'en faire plus pour gagner autant voire moins que s'il se cantonnait aux cadres juridiques du droit du travail, ou bien n'est-il en fait que le résultat de techniques manipulatrices subtiles, « c'est-à-dire d'une utilisation cynique de la référence à l'authenticité pour faire faire, en apparence volontairement, ce que l'on ne peut plus lui imposer sur le mode de la hiérarchie » (p. 559) ? Où se place, dès lors, la distinction entre le sujet et l'agent lorsque la frontière est flouée entre le professionnel et le personnel[46] ? Où se place

[46]Cette distinction — qui comprend, à la fois de manière théorique mais aussi de manière juridique, celle entre la personne et sa force de travail et celle des « relations gratuites » et des « relations intéressées » — « joue un rôle central dans le capitalisme » car elle définit « le partage entre ce qui est marchandisable et ce qui ne l'est pas », entre le capital et le non-capital. Les nouveaux dispositifs harmonisés à la constitution d'un monde en réseaux tendent à déplacer ce partage et à légitimer la marchandisation intégrale — sans dire

alors la distinction entre l'*être* et le *joué*, entre l'*être soi* et le *paraître quelqu'un pour une situation donnée* lorsque l'utilité devient le critère de la relation ? L'individu, pour répondre à ce « nouveau modèle d'excellence » qu'est l'adaptabilité ne peut construire son *soi* sur des bases solides, sur une singularité pertinente qui définissait antérieurement son authenticité, car selon les valeurs ordonnantes de la *cité*, elles sont « critiquables comme rigidité incongrue », comme frein à la connexion toujours à renouveler. En même temps, il ne peut se résumer à cette « plasticité ». L'individu, dans un monde connexionniste, doit également être susceptible d'intéresser les autres afin d'être, sur un carnet d'adresse, une référence à contacter dans la mesure où il peut « apporter quelque chose » qu'il « détient dans sa personne, dans sa personnalité ». C'est en cela que, attentif au conseil de Hugo Boss, en plus d'être flexible, il doit « être quelqu'un » : telle une marchandise répondant à une fonction au milieu d'autres marchandises remplissant la même fonction dans une guerre concurrentielle, il doit sortir du lot, se doter de ce quelque chose supplémentaire qui fait qu'à fonction égale, une marchandise sera achetée plutôt qu'une autre. La singularité semble ainsi se résumer à une option différentielle, l'authenticité en de simples exigences interactionnelles, en une codification des tendances relationnelles, des critères à ajuster en faveur de *projets* spécifiques.

---

qu'elle ne l'a jamais été mais ici lui est donnée une assise juridique — de l'être humain.

Si l'on m'excuse cette grossièreté, la correction des *épreuves* vise en tout et pour tout à mettre en évidence les conditions d'exploitation et d'injustice d'une *cité* donnée, afin de les réformer et de les rendre moins insupportables. Elle est cette étrange vision de la justice que, par exemple, un Stéphane Hessel peut, bonhommement, et sans s'indigner de sa suffisance, qualifier de « négociations [aussi bien du coté des oppresseurs que des opprimés] pour faire disparaître l'oppression »[47]. Certes, des mesures correctives sont à même de la « faire disparaître » mais dans ce seul sens restreint de ne la plus rendre visible.

En contraignant le capitalisme à *se justifier*, c'est-à-dire à répondre à un modèle de justice, ce compromis — disons plutôt cette compromission — le rend, par là, justifiable ; ce renforcement de justifications permet ainsi non seulement de perpétuer l'exploitation et l'aliénation exigée par le principe de l'accumulation et l'exigence de profit, mais également de la légitimer, d'en rendre les conditions plus acceptables car plus équitables. À défaut de se contenter de corriger le système d'*épreuves* sans remettre en cause les fondements sur lesquels il repose, c'est-à-dire, se focaliser dans le contexte du capitalisme, sur la réduction, par quelques concessions octroyées, de l'écart entre les différents avoirs, la critique, ou ce qui se revendique comme tel, court le risque de déplacer une injustice patente en une apparence de justice. Une

[47]Il est possible de se procurer son texte sur http://resistance71.wordpress.com/2011/01/04/cnr-et-stephane-hessel-le-conseil-du-conseil-pour-mieux-resister-indignons-nous/. La lecture de ce tract à l'intérêt ici d'illustrer la distinction qui a été faite plus haut entre l'indignation et la critique.

véritable critique du capitalisme doit dépasser l'indignation face à la non-équité de la rétribution ou la non-égalité des chances quant à la participation au sein de celui-là, et ne peut se contenter d'une liberté factice qu'il peut prétendre nous autoriser. Cette forme d'exploitation est inhérente au mode de production du capital et ne peut donc pas se traiter comme une entité détachée ou détachable.

> La question n'est pas de constater que les gens vivent plus ou moins pauvrement mais toujours d'une manière qui leur échappe.[48]

La critique ne peut être que de la totalité ou n'être pas.

[48]Debord, Guy, *Critique de la séparation*, 1961. Ce film, comme tous les films de cet auteur qui seront ou ne seront pas cités ici, est consultable sur http://www.ubu.com/film/debord.html

L'ESPRIT DU CAPITALISME *ADDENDA*

ou

« HEUREUSEMENT IL Y A *FINDUS* »

> Parce qu'il faut produire ! Il faut par tous les moyens de l'activité possibles *remplacer* la nature partout où elle peut être remplacée. [...]. Il faut que l'ouvrier ait de quoi s'employer. Il faut que des champs d'activités nouvelles soient créés...
>
> A. Artaud, *Pour en finir avec le jugement de Dieu*, 1947

En laissant entrer ces capacités qui faisaient des hommes et des femmes autres que des choses de production dans ses flux incessants, le capitalisme libère des désirs jusqu'alors réprimés par ses modes antérieurs de coercition, standardisés et planifiés dans leur réduction à ceux qui étaient présents sur le marché. Mais, insidieusement, il se libère lui-même de la stagnation dans laquelle il croupissait en traduisant ces désirs potentiels dans le langage de l'accumulation, les considérant comme autant de gisements d'où il peut extraire des profits.

Il pille les désirs en les sélectionnant, en filtrant les employables et les inemployables, jouant encore sur ses contradictions inhérentes : requérir la participation de ses sujets en mettant tout en œuvre pour que cette participation ne se fasse pas et solliciter de la nouveauté tout en empêchant constamment que cette nouveauté puisse émerger. « Tout peut accéder à la dignité du *projet*, y compris les entreprises hostiles au capitalisme. En décrivant tout accomplissement avec une grammaire nominale qui est la grammaire du projet, on efface les différences entre un projet capitaliste et une réalisation banale » (p. 167). Le *projet* est ce qui se substitue au désir. Il est cette permission d'œuvrer à une production subjective à cette seule condition qu'elle ne s'exclue pas du processus d'accumulation ; il est l'acceptation de l'individu comme sujet à la condition qu'il consente à s'assujettir — c'est-à-dire que l'activité et celui ou celle qui l'engendre ou y contribue soient considérés avant tout selon leur valeur d'échange, selon un calcul du coût et

> ... Et que ce soit le *règne* enfin de tout les faux produits fabriqués ! De tous les ignobles ersatz synthétiques ! Où la belle nature vraie n'a que faire... et doit céder, une fois pour toutes... et honteusement ! la place à tous les triomphes, aux produits de remplacement où le sperme de toutes les usines de fécondations artificielles aura enfin de quoi s'employer.
>
> A. Artaud, *Pour en finir avec le jugement de Dieu*, 1947

de l'avantage, selon, en somme, de son potentiel d'insertion. Le *projet* est le désir devenu marchandise, l'aliénation du soi par l'activité. L'humanisation du capital ne se traduit pas autrement que par la capitalisation de l'humain.

L'humain comme marchandise est l'humain vidé de son substrat ontologique, et là où il ne peut plus être, il ne peut que paraître. Il va trouver dans la consommation ce substitut par lequel il va construire une image de lui-même mais détachée, ignorante de lui-même.

Quand un café est « nommé désir », quand l'électro-ménager est « le sens de l'essentiel », quand une banque se veut à l'écoute ou quand un cosmétique affirme qu'il est « la plus belle façon d'être moi », l'entreprise capitaliste a fait de la marchandise bien plus qu'un objet qui incite à ce qu'on le consomme afin qu'il puisse se finaliser en produit, elle en a fait un véritable *coach*, un *leader*, qui doit guider, conseiller, motiver, entraîner et entretenir, soigner, redonner confiance, ligne, vigueur et foi.

Le caractère fétiche de la marchandise, c'est le produit devenu marchandise, ayant acquis une valeur d'échange indépendante du producteur comme du consommateur, innée en quelque sorte, comme une propriété de la chose en dehors de toute considération en termes d'usage, qui ne devient qu'une modalité : non seulement la marchandise peut parler mais elle est devenue un intermédiaire incontournable entre soi et soi. La marchandisation va libérer la marchandise en

lui donnant un rôle libérateur, le sauveur de l'individualité, ce nouveau prophète qui détient les clefs de la Vérité, l'idole vénérée pour qui l'humain doit s'engager pour s'élever jusqu'au divin.

La marchandise gagne alors une valeur (d'échange) suprême en ce que l'humain, qu'elle a fait à son image, ne peut plus se passer d'elle, non pas en tant qu'il est physiquement ou biologiquement en danger de mort ou de souffrance s'il ne peut acquérir cette marchandise, mais en tant qu'il risque socialement la mort ou la souffrance sans cette acquisition — la réalisation de son *être* étant désormais essentiellement basée sur cet *avoir*. La marchandise est ce qui lui permet d'apparaître mais il apparaît seulement comme une marchandise. La morne résurrection de l'individu non-né par la chose devenue vivante.

Là où il s'imagine que la marchandise lui est donnée, il s'avère que c'est lui qui se donne à elle, corps et âme, car la finalité concrète pour laquelle il investit sa force de travail dans une production n'est pas autre chose que celle définie par le mouvement autonome des marchandises. L'existence d'un esprit du capitalisme n'a pas d'autres intérêts que celui de légitimer cette séparation de l'individu d'avec le sens qu'il peut donner, pour lui-même, à tous les moments de son activité en construisant des conditions subtiles qui le feront participer à l'accumulation du capital (sens unique de la production capitaliste) dans l'illusion du dévouement en faveur du bien commun ou du sien propre.

L'esprit du capitalisme est la justification de l'expropriation des moyens, des produits, et du sens de l'activité humaine au profit du capital, et dans une conception plus ontologique, l'expropriation des moyens, des produits et du sens de la vie elle-même — la vie étant avant tout un rapport à l'*être*. Il est une objectivation de la vision du monde devenue marchandise, une affirmation de sa positivité absolue, un dispositif spectaculaire, la grammaire du « discours ininterrompu que l'ordre présent tient sur lui-même », de « son monologue élogieux »[49].

[49]Debord , G., *La société du spectacle* (1967), Paris, Éditions Gallimard, 1992, p. 26

THÉORIE DE LA SUBJECTIVITÉ ENSERRÉE

« La sociologie contre les fatalismes » ? Pourtant, dans l'essai dont il vient d'être question, je ressens de la part de ses auteurs un certain fatalisme qui ne se dit pas. Par un piétinement dans l'auto-limitation, toute la substance de l'ouvrage semble être laissée en proie à la combustion dans la résignation. La neutralité sociologique, ou du moins son exploitation, tend malheureusement à poser la réalité sociale actuelle comme un état de fait, une forme aménagée une fois pour toutes, c'est-à-dire qu'elle décrit, par exemple, la dégradation des conditions de travail et de non-travail sans remettre en question la condition dégradante *du* travail, c'est-à-dire, sans remettre en cause le travail lui-même — en tant qu'il demeure un travail abstrait. Elle questionne les *épreuves* sans en interroger pleinement leurs fondements, et, plus loin encore, sans interroger les fondements de l'existence même d'*épreuves* par lesquelles sont jugées les existences — soit la réduction des individus en rôle et statuts, la substitution de l'être en fonction. Tout au long du texte il semblerait que le changement ne puisse se manifester qu'à l'intérieur du capitalisme, voire, par instants par lui-même seulement

— soit un changement comme simples modifications des modalités de distribution, des modalités d'une même exploitation. L'optimisme qui veut se dégager en fin de parcours s'exprime dans la possibilité d'une critique corrective qui parvienne à conventionnaliser l'adaptation des individus au nouveau fonctionnement du capitalisme. Spécification des termes et critères de participation, réglementation formalisée, il ne serait besoin, somme toute, que d'une opération d'équilibrage, sorte de diététique sociale, afin qu'une lutte des justifications puisse se dérouler avec le plus d'équité, comme si le capitalisme était une forme sociétale indépassable, voire pire, dont le dépassement ne serait même pas envisageable. Dans sa positivité, cette négociation permet le passage de la « Force » à la « Grandeur » ; elle est la signature d'un nouveau contrat social, un gage de docilité contre garanties aux conditions codifiées, une adhésion à une nouvelle catégorisation de la valeur des individus — autrement dit adhésion à une nouvelle mise en jugement de leur être-au-monde (justifications de leur existence, de leur présence, de leurs prétentions) — qui n'est toujours définie que comme une déclinaison de la valeur suprême de l'échange. Dans sa négativité, la négociation en tant que critique n'apparaît plus que comme un rempart pour des individus assiégés par une réalité détournée qui s'impose comme une force naturelle que l'on ne pourrait que supporter, contre laquelle des stratégies peuvent être mises en place pour, au pire, parer ses attaques, au mieux, cohabiter à moindres pertes. Contre laquelle on ne peut rien car elle ferait partie tout simplement de l'ordre des choses. La critique se résumerait alors à la seule réaction qui consisterait en tout et pour tout à limiter les dégâts dans

l'espace réduit d'un monde *acritique,* qui serait un « déjà là », c'est-à-dire, extérieur à toutes intentionnalités, inné en quelque sorte, comme une propriété de la condition humaine. Le marché se présenterait ainsi comme une puissance que l'on ne pourrait que contraindre, sans la dépasser, sorte de boite de Pandore irréversiblement ouverte. Parmi les maux qui s'en échappent nous chercherions des figures de l'espérance.

Ce qui a été nommé Spectacle est un ensemble de mécanismes de suggestions et persuasions par les représentations ininterrompues de ce qui ne-peut-pas-être-autrement. Il est la mise en scène continue de la cohérence de l'ordre des choses, de sa naturalité, de son incontournabilité ; le dispositif d'avortement de la création autonome, de stérilisation de ce qui veut naître. Il est le pilier qui relie la terre et le ciel de la fiction sociale ; la négation de ce qui *est* par la positivité de ce qui *apparaît,* un *non-être* simulant l'*être* ; une perpétuelle digression vers le néant ; un non-lieu, ce qui nulle part n'existe mais est partout présent.

Ce qui a été nommé Spectacle est un complexe d'agencements de la vie sociale sous toutes ses formes, le quadrillage réticulaire d'un « ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales,

philanthropiques [...]; bref du dit aussi bien que du non-dit »[50] qui perpétuellement guide ses sujets dans le consentement le plus actif en son interprétation, ou, bien plutôt, en sa *vision* du monde. Iconographie du monde-tel-qu'il-doit-être, il est la Pandore que sécrète chaque « universalisme abstrait », une créature séduisante qui fait don de tous ses dons qui sont tous les dons. Photographie de la beauté d'un monde modelé une fois pour toutes. Illusion de l'excellence. Un leurre envoyé des Dieux.

Dans cet espace entièrement colonisé par la marchandise — entendons par là, par la valeur marchande des choses — on peut prétendre, ôtant ainsi le doute à Alain Loute, qu'une critique régulatrice, appelée ici « corrective », ne peut être considérée autrement que comme une forme « d'autolimitation [du capitalisme], le rendant capable, de ce fait, de durer »[51]. Le capitalisme, en perpétuelle menace de déclin, est prêt à faire des concessions, et l'historique qu'en propose l'ouvrage de Boltanski et Chiapello nous décrit cette capacité et cette nécessité qu'il a de le faire, et la discipline et la mise en scène orchestrées par lui a tellement bien fait son petit bonhomme de chemin que la critique s'acharne à équilibrer les rapports de forces plutôt qu'à les abolir. L'évolution des modes capitalistes dévoile bien autre chose

---

[50]Foucault M., *Dits et écrits (Tome III),* cité *in* Petitet Vincent, « La gouvernementalité managériale », *Études de communication* [En ligne], 28 | 2005, mis en ligne le 03 novembre 2011, Consulté le 18 avril 2012. URL : http://edc.revues.org/index246.html

[51]Loute A., « L'organistaion de la vigilance collective comme forme d'engagement du sociologue », *Recherches sociologiques et anthropologiques* [En ligne], 37-1 | 2006, mis en ligne le 18 mars 2011, consulté le 15 mars 2012. URL : http://rsa.revues.org/608

que l'impact contraignant de la critique, elle démontre, ô combien, l'indépendance de l'économie capable de créer à l'infini les moyens de sa propre préservation[52], si bien qu'il ne lui serait même plus nécessaire d'être portée par un groupe précis et héritier, c'est-à-dire légitimé par une sentence élaborée, mais qu'il lui est possible désormais de mettre l'ensemble de ses sujets en concurrence pour sa gestion, et que d'eux-mêmes ils sachent justifier leur position et leurs efforts en se rendant responsables de leur propre survie. Nous sommes à l'aube du point culminant de la servitude collaborative où la condition-marchandise-du-monde a atteint un tel degré d'intériorisation que les sujets (*subditus*) deviennent sujets (*subjectum*) dans leur assujetissement par l'effort qu'ils fournissent pour construire du désirable et de la satisfaction dans ce qui les afflige, les attriste, les opprime. Autrement dit, ils bricolent avec leurs émotions en faisant leurs les justifications que la domination de l'économie donne à leur enrôlement pour évacuer le poids de la souffrance qu'ils peuvent ressentir par le constat de leur écart vertigineux d'avec ce qu'ils auraient pu être en tant qu'êtres de désir. Les individus ne sont plus seulement soumis à la contemplation du spectacle de la vie des choses. Ils consacrent leur survie à en faire partie intégrante, comme autant de petits rôles où ils interprètent des choses dans l'espoir d'être à leur tour contemplés. Ils sont autant de menus produits qui se bradent sur des marchés macabres et travaillent leur identité — sans trop d'égards pour leur volonté, de cette manière dont on le

[52]Déjà Debord l'énonçait par rapport au capitalisme bureaucratique de Staline. Cf. Debord, G., 1992, *op. cit*, pp. 92 et suivantes.

leur a enseigné — à devenir ce tout-le-monde d'où ressortira peut-être la variante tant attendue qui fera d'eux une marchandise incontournable. Nous nous justifions à nous-mêmes notre propre abnégation.

Grossièrement, l'esprit du capitalisme comme dispositif managérial a pour but de *confirmer* aux employé-e-s et employables l'indubitabilité de l'efficacité du modèle capitaliste comme organisation œuvrant au bien commun. Par un processus en cascades, cette confirmation du monde-tel-qu'il-est-et-ne-pouvant-être-autrement (en bref la confirmation de ce qui *doit* être) est relayée de haut en bas de l'échelle des salarié-e-s ou destiné-e-s à l'être (graduation déterminée par le degré d'engagement c'est-à-dire de confirmation de la confirmation). Du subordonnant aux subordonné-e-s, des subordonné-e-s entre eux, des subordonné-e-s aux subordonnables qui n'ont pas encore de subordonnant, ce qui reste un ordre glisse désormais comme un conseil et, par cette délégation du pouvoir de convaincre, par cette proximité sociale entre chacun de ces confirmateurs

> Une solution pour devenir acteur de cinéma consiste à courir d'un casting à l'autre casting dans l'espoir d'être repéré. [...] Pour devenir acteur de cinéma et passer la barrière du casting, mieux vaut donc être formé et pour cela la meilleure option consiste finalement à suivre des cours de théâtre, et cela le plus tôt possible. En effet pour être à l'aise sur la scène, sur les planches ou bien encore face à une caméra mieux vaut être très tôt habitué à jouer la comédie.
>
> http://www.coaching-training-comediens.com/articles/comment-devenir-acteur-cinema/

de fortune, les justifications du capitalisme sauront d'autant plus imprégner l'individu que l'enrôlé-e/enrôleur-se saura bien plus le prendre, comme on dit, « par les sentiments », et créer la fusion entre ses aspirations individuelles et la raison économique. Ainsi, chacun devenant le dirigeant de l'autre — en ce sens que chacun va chercher à entraîner l'autre dans sa direction, elle-même dirigée par la strate supérieure et ainsi de suite (ce que le spinoziste Frédéric Lordon nomme le processus de « précolinéaristion »[53]) — c'est alors une nouvelle facette de la « doublure » qui se dévoile : non seulement relais d'un capital informatif affaibli de telle sorte qu'elle n'en reçoit pas la totalité des profits requis, elle va, par mimétisme, elle-même investir ce capital appauvri, s'alléger en sous-traitant mais tout en restant un « passage obligé », affirmant son droit à être concurrentielle et, d'engagée — qui a confirmé l'adéquation nécessaire entre ses désirs individuels et le désir d'accumulation, devenir enrôleur — qui doit susciter chez l'autre un même type d'engagement. Ici se trouvent ces « nouveaux gisements de compétences », « cet apport supplémentaire offert par le personnel [qui n'est] pas rémunéré par autre chose qu'un maintien dans l'emploi pour ceux qui en [sont] capables et l'exclusion pour les autres »[54] : l'investissement total dans l'entreprise capitaliste (considéré comme compétence d'adéquation) et la capacité d'investir (entendu « investir l'autre » mais également « investir un capital »[55]). C'est par ce discret mécanisme de reproduction à l'infini de la doublure et par l'« enchantement constant destiné à persuader les salariés que leurs petites joies sont

[53]Ce qui prépare à l'enrôlement et à la satisfaction de l'enrôlement.
[54]Boltanski, L., Chiapello, E., 1999, *op.cit.*, p. 336

« en fait » de grandes joies, en tout cas des joies tout à fait suffisantes — pour eux »[56] que le capitalisme parvient à enrôler les désirs des individus dont il désire enrôler la force de travail, à opérer cette subtile « transformation de la pression exogène en motivation endogène »[57]. Les conditions modernes de production cheminent vers cette immense accumulation de créatures hybrides.

On peut considérer effectivement qu'« être assujetti signifie non pas une relation de pure et verticale domination où le sujet est nié, mais plutôt une insertion dans un dispositif [...] qui fait advenir du sujet »[58]. Mais il n'advient que dans sa condition instrumentale. Il n'advient qu'en ce sens que l'individu est plus qu'auparavant l'acteur de la pérennisation du processus d'accumulation. Un des effets pervers de la domination, c'est d'aviver chez ceux qui la subissent le désir d'y participer plus que celui de vivre au-delà des rapports qu'elle institue. J'en veux pour exemple les réclames pour une « démocratie participative » qui ne

---

[55]Il peut être convenu que l'un comme l'autre, « investir un autre que soi » et « investir son capital », sont, dans la « cité par projets » confondus : car investir un autre dans un projet revient à investir un capital qui n'est autre que soi-même, c'est s'investir soi-même comme capital de confiance, en ce sens que l'on se porte garant de l'autre (ou du projet) et de son efficacité et que s'il fait défaut (ou si c'est l'autre qui ne trouve pas son compte dans le projet), nous risquons de subir une mauvaise publicité qui entaille notre réputation. Ce double investissement permet de gagner ou de perdre des points dans des relations cotées en Bourse.

[56]Lordon F, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza,* La Fabrique Éditions, 2010, p. 144

[57]Baranski L., *Le manager éclairé, pilote du changement,* Editions d'Organisation, 2001, cité par Lordon F., *op.cit.*, p.128.

[58]Petitet V., « La gouvernementalité managériale », *op.cit.*

s'étonnent pas le moins du monde de prendre pour une avancée sociale ce qui est une figure de style pléonastique d'experts en communication révélatrice de la contradiction d'un régime politique, affichage sans complexe de l'aveu d'une extraction sémantique : la frappe chirurgicale qui scinde le mot du sens qui l'accompagne. Le mot sérigraphié et brandi dans les formulations rhétoriques berce d'illusions les sujets qui regardent à travers des mensonges réels des vérités irréelles. Nous ne vivons plus les mots, c'est eux qui désormais nous hantent. Nous les voyons de loin, ne percevons que leur silhouette, floue, dégradée, et nous nous accrochons à elle sans remarquer que le sens, que le mot symbolise et dont il a été effacé, est ce seul espace vide que nous devons nous-même remplir. Le mot « démocratie » devient alors garant du discours de l'ordre ; « participative », celui de l'ordre du discours. L'association des deux, et l'enthousiasme avec lequel elle est accueillie, peut grossièrement signifier la légitimation de l'expropriation par abandon *du* politique (concrétisée sous la forme plus connue de l'État) sous couvert d'une « égalité des chances » d'insertion dans *la* politique.[59] Le *Panopticon* de Bentham

[59]Nous percevons déjà les grandes lignes de la construction par un grand nombre d'ONG de ce genre de « capitalisme citoyen » : un vaste programme d'auto-discipline échelonnée : les *leaders* de ces « mouvements pour une justice globale » s'agitent comme les doublures des grandes figures politiques, incitant l'enrôlement par un « un processus de "socialisation de la politique" » — entendons par-là d'incorporation d'un fonctionnement défini et d'une délimitation établie de l'agir. « Dans les années à venir, transformer la socialisation cynique des pertes en avancées vers la socialisation démocratique de la monnaie, du système bancaire et de l'économie, constituera un enjeu essentiel des luttes sociales et politiques. », *Démocratie et transformation sociale : douze thèses pour la réflexion d'Attac*, 2009.

également prévoyait la possibilité d'un contrôle de l'activité par n'importe quel individu. Toute l'évolution du capitalisme lié à la critique qui se fonde sur le « principe de réalité [restreinte] », montre comment le premier a su réguler la distribution de l'action des individus en incorporant les réclamations de la seconde, qui, si elles provoquent quelques irritations n'ont jamais perturber jusqu'à les dissoudre les règles de son univers, mais au contraire, sans prendre garde à sa surprenante plasticité, la puissance vers laquelle elle pouvait tendre s'est dissoute dans les eaux croupies de cet univers dérangé par la migraine qu'elle lui a, par hasard, un jour engendrée. Et toute l'analyse de la Justification qui se concentre sur la critique comme appareil à consensus montre que la distance que les sociologies cherchent à établir entre *l'agent* et *l'acteur* n'est égale qu'à la tranche de cette même pièce dont ces notions incarnent les deux faces. L'acteur de cinéma n'est que l'interprète d'un rôle défini même si malléable d'un scénario déjà écrit en dehors de lui et il l'exerce d'après les schèmes pré-établis, selon une discipline qui l'a conduit à le faire de la manière dont le cinéma tel qu'il a été socialement défini lui commande de le faire. Si l'agent est le produit de déterminismes sociaux, l'acteur est la confirmation de leur incorporation.

La sociologie de la critique de Boltanski rejoint ici la sociologie critique de Bourdieu. Considérons un instant le capitalisme comme un champ social global et globalisant dont les règles régissent l'ensemble de la vie sociale, et que l'on m'excuse dès avant la grossièreté du résumé sur lequel j'aimerais conclure (ou plutôt interrompre) cette réflexion

introductive sur le capitalisme et sa critique[60]. La critique, telle qu'elle est développée dans *Le Nouvel Esprit du Capitalisme*, peut être comprise comme le fait d'individus dont les croyances sont impropres, ou le sont devenues, à *l'illusio* propre à ce champ, c'est-à-dire par des individus qui ne sont pas ou plus « pris au jeu, pris par le jeu, [qui ne croient pas ou plus] que le jeu en vaut la chandelle, ou pour dire les choses simplement, que ça vaut la peine de jouer »[61] car ils y ont décelé des injustices et perdu le sens qu'ils pouvaient donner à leur engagement dans le champ. De ce point de vue, tout le travail de l'esprit du capitalisme comme ressources de justifications peut être compris comme une perpétuelle reconfiguration de *l'illusio capitaliste,* c'est-à-dire d'entretien, de rénovation et d'ajustement de cette « foi pratique » — par la récupération du potentiel marchandisable des croyances — où la justification pourra céder la place à l'évidence. Mais l'acteur, en tant qu'il est concepteur de critiques dites correctives, sera ainsi celui qui va chercher à forcer la négociation avec le champ afin d'établir une nouvelle convention où il lui sera possible de s'intégrer, de participer. Il reste « pris au jeu et par le jeu », il cherche sa colinéarisation avec la trajectoire du champ dominant, car c'est elle qui continue de donner « sens (au double sens) à l'existence en conduisant à investir dans un jeu et dans son à-venir, dans les *lusiones*, les chances, qu'il propose à ceux qui sont pris au jeu et qui en attendent quelque chose »[62]. Les principes de

[60]... sur la critique et son capitalisme ?

[61]Bourdieu, P., « Intérêt et désintéressement », Cours du Collège de France à la faculté de sociologie et d'anthropologie de l'Université Lumière Lyon II, *Cahiers du GRS,* n°7, 1988, p.10

[62]Bourdieu P., *Méditations Pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 248

justice qu'il va mettre en avant pour corriger les épreuves sont puiser dans les structures objectivées constituées par ce champ global et englobant qu'il a incorporées. Participant ainsi à cette stratégie de la conciliation consolante, qui *est une misère bien plus qu'une conspiration*, la subjectivité de l'acteur ne témoigne que du consentement de l'agent à l'évidence du champ. Une pseudo-subjectivité interne au champ, un symptôme de *l'habitus* de participation à la concurrence pour la maîtrise de son univers. Mais la voiture de tête entre toujours en gare avant le wagon-balai, c'est ainsi que, comme le soulignait, telle une « banalité de base », celui qu'on a pu appeler en 1963 « le vampire du Borinage »,

> dans le cadre de ce que nous avons appelé la « colonisation de la vie quotidienne », il n'y a d'autres changements que des changements de rôles fragmentaires. On est successivement, et selon des convenances plus ou moins impératives : citoyen, père de famille, partenaire amoureux, politicien, spécialiste, homme de métier, producteur, consommateur. Et cependant, quel gouvernant ne se sent gouverné ? À tous s'applique l'adage : baiseur parfois, baisé toujours !

L'histoire officielle ne se présente que comme le récit des idéologies victorieuses. L'histoire de l'économie d'exploitation ne fut rien d'autre que celle de l'ascension de la marchandise. Les individus n'ont d'histoire proprement centrée sur eux-mêmes que celle de leur aliénation toujours présente.

L'évidence de sa propre impuissance face à son propre vécu devient force du système de domination lorsqu'elle est soutenue par la certitude que le pouvoir sur sa propre histoire est irrécupérable.

L'évidence de sa propre impuissance face à son propre vécu doit être confrontée à la volonté de s'approprier le droit à l'histoire quotidienne, à la volonté d'*être*, au refus de la réduction au simple reflet d'un tout.

Au commencement, il y a la volonté.

Si l'esprit du capitalisme est avant tout le monopole du discours sur ce *qui est, peut être et doit être*, l'être subjectif ne se dévoile que dans la négation de ce qui apparaît comme *étant-une-fois-pour-toute*, et dans l'espérance de l'au-delà de ce qui est communément admis, dans l'avènement d'un jeu nouveau. La volonté comme refus est avant tout une volonté de création, une pulsion imaginative qui, plus qu'à transgresser l'ordre établi des choses, cherche à établir les choses dans le désordre.

MANIFESTE DU CHAPELIER

Je vois pousser sur ce froid béton monté en mur une petite forme qui lui est externe, une petite forme qui ne lui appartient pas, que ça n'a ni créé ni invoqué, ce mur ne crée pas, ça n'invoque rien, mais la petite se présente pourtant là, une forme ridicule par sa taille qui nargue le rempart, une herbe folle qui déjà, et sans que ça n'y puisse rien, l'envahit. Est-elle née de ce mur ? Où se trouve son commencement ? L'histoire a ses secrets, ses énigmes à jamais résolues. Elle expose les traces de faits passés et le présent en invente de nouveaux sur les traductions des anciens. La petite forme est là qui pointe en surface l'un de ses détails, elle s'exhibe et se cache, se faufilant dans les failles, les forçant, se frayant un passage dans les fissures. Ce mur sérieux et dur s'est imposé à elle, s'est bâti en l'écrasant, la bafouant, la mutilant, niant jusqu'à l'extrême son existence mais l'herbe folle est déterminée à surmonter les attaques. C'est un jeu pour elle que de circuler dans ce labyrinthe, que de dériver au travers de ces galeries d'imperfections. Et quoi ! Que peut une chose inerte contre la forme vivante ? Ce n'est qu'une question de temps avant qu'elle n'étouffe complètement ce bloc d'ennui, et, en un bref instant, le froid béton succombera à ses poussées, s'effritera jusqu'à l'écroulement.

L'on se surprend souvent à défier le destin, à s'inviter à une aventure impossible. L'on croit, on se persuade en faisant fi de toutes choses rationnelles, et l'on s'engage en ce chemin comme dans un instant de grâce. Il n'est pas besoin d'une grande habileté pour ce qui est de nier le monde et ses farces. Et lorsque l'ouragan de la déraison fait table rase des vieux préceptes il ne reste qu'à sourire devant ce qui fait les plus grand moments de l'histoire. On se prenait déjà à rêver les paysages et les souffles passionnés des vents du voyage. Déjà on percevait notre idylle. Déjà, on sentait s'atténuer la rogne du néant, nos rancœurs quotidiennes. Nos baisers avaient le goût de ces vastes contrées inexplorées, et, de nos langues mêlées aux leurs, nous bâtissions l'empire de nos sens retrouvés. Les aiguilles des grands horlogers se mettront peu à peu à ralentir leur course, et, au moment *"t" où le dernier "clac"* conclura la marche du temps, un feu nouveau illuminera les villes et le regard rivé sur le présent nous nous prendrons à jouer de ce changement dans les perspectives. Le temps sera alors une notion révolue. Ce sera le commencement d'une vie, le germe d'une liberté. Enfin nous pourrons admirer la chute ridicule de la vieille noblesse ! Enfin, le cycle insensé se sera effondré et c'est avec une vitalité jusqu'alors inégalée que nous réduirons ses derniers vestiges en pâle poussière.

Après, l'être vivant d'un jour nouveau s'accroupira pour contempler la fleur naissante. Après la chute, après que l'éboulement ait délivré l'horizon, il protégera cette survivante qui aura su essuyer la tempête sans succomber et comprendra que c'est elle qui a accompagné ses pas et qu'elle ne l'a jamais quitté.

Table des matières

PRÉLIMINAIRES.....11

ÉCHELLES DE GRANDEUR ET JUSTIFICATIONS.....15

ESPRITS DU CAPITALISME.....21

CRITIQUE ET ÉPREUVES.....29

DU SALARIÉ A L'ENGAGÉ.....39

EXPLOITATION : ANACHRONISME ? PASSÉISME IDÉOLOGIQUE ?.....47

DE LA PARTICIPATION DE LA RÉFORME.....57

L'ESPRIT DU CAPITALISME ADDENDA.....71

THÉORIE DE LA SUBJECTIVITÉ ENSERRÉE.....77

MANIFESTE DU CHAPELIER.....91